

6.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

6. COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI	117
6.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	118
6.2 Comptes de résultat consolidés	119
6.3 Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	120
6.4 États consolidés de la situation financière	121
6.5 Tableaux de flux de trésorerie consolidés	122
6.6 Tableaux de variation des capitaux propres consolidés	123
6.7 Notes sur les comptes consolidés	124

6.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Cap Gemini S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 aux comptes consolidés qui expose l'incidence des nouvelles normes comptables applicables à compter du 1^{er} janvier 2010.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 1-E aux comptes consolidés expose les méthodes de comptabilisation du chiffre d'affaires et des coûts liés aux prestations à long terme. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Groupe et des informations fournies dans la note précitée, nous nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des estimations retenues.
- Le montant des immobilisations incorporelles nettes, figurant au bilan consolidé, inclut à hauteur de 3 201 millions d'euros des écarts d'acquisition. Les notes 1-H et 12 aux comptes consolidés exposent les principes et méthodes comptables ainsi que les modalités relatives à l'approche retenue par le groupe pour la détermination de la valeur d'utilité de ces actifs. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le bien-fondé de l'approche retenue ainsi que la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées et des évaluations qui en résultent.
- Un montant d'actif d'impôts différés de 891 millions d'euros figure au bilan consolidé dont les modalités de détermination sont décrites dans les notes 1-K et 13 aux comptes consolidés. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons validé la cohérence d'ensemble des données et des hypothèses retenues ayant servi à l'évaluation des actifs d'impôts différés.
- Les notes 1-F et 2 aux comptes consolidés exposent les modalités de comptabilisation de l'acquisition de la société brésilienne CPM Braxis par votre Groupe. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes et options comptables retenues pour cette acquisition et des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Neuilly-sur-Seine, le 15 mars 2011

Paris la Défense, le 15 mars 2011

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Serge Villepelet

Edouard Sattler

Jean-Luc Decornoy
Associé

Jacques Pierre
Associé

6.2 Comptes de résultat consolidés

	Notes	2008		2009		2010	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
<i>en millions d'euros</i>							
Chiffre d'affaires	3	8 710	100	8 371	100	8 697	100
Coûts des services rendus	4	(6 478)	(74,4)	(6 366)	(76,1)	(6 631)	(76,2)
Frais commerciaux	4	(632)	(7,3)	(629)	(7,5)	(680)	(7,8)
Frais généraux et administratifs	4	(856)	(9,8)	(781)	(9,3)	(799)	(9,2)
Marge opérationnelle		744	8,5	595	7,1	587	6,8
Autres produits opérationnels	5	20	0,2	7	0,1	6	0,1
Autres charges opérationnelles	5	(178)	(2,0)	(269)	(3,2)	(104)	(1,3)
Résultat d'exploitation		586	6,7	333	4,0	489	5,6
Produits des équivalents de trésorerie et des actifs de gestion de trésorerie	6	68	0,8	22	0,3	20	0,3
Coût de l'endettement financier brut	6	(66)	(0,8)	(65)	(0,8)	(74)	(0,9)
Coût de l'endettement financier net	6	2	-	(43)	(0,5)	(54)	(0,6)
Autres produits financiers	6	86	1,0	75	0,9	22	0,2
Autres charges financières	6	(107)	(1,2)	(125)	(1,6)	(55)	(0,6)
Résultat financier		(19)	(0,2)	(93)	(1,2)	(87)	(1,0)
Charge d'impôt	7	(116)	(1,3)	(61)	(0,7)	(124)	(1,4)
Résultat des entreprises associées		-	-	(1)	-	-	-
Intérêts minoritaires		-	-	-	-	2	-
RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE (RNPG)		451	5,2	178	2,1	280	3,2
RÉSULTAT PAR ACTION (en euros)							
Nombre moyen d'actions dans l'année		143 424 188		145 153 387		152 979 307	
Résultat par nombre moyen d'actions	8	3,14		1,23		1,83	
Nombre d'actions au 31 décembre		145 844 938		154 177 396		155 770 362	
RÉSULTAT PAR ACTION AU 31 DÉCEMBRE (EPS)		3,09		1,16		1,80	
Nombre moyen d'actions dilué		156 466 779		157 065 374		182 239 201	
Résultat dilué par action	8	2,97		1,22		1,74	

6.3 Produits et charges comptabilisés en capitaux propres

<i>en millions d'euros</i>	Notes	2008	2009	2010
Écarts de conversion	9	(105)	42	158
Réévaluation des instruments dérivés de couverture, nette d'impôts différés	19	(31)	27	9
Écarts actuariels sur les régimes de retraites à prestations définies, nets d'impôts différés	20	(41)	(120)	(101)
Autres produits		-	-	1
Autres charges		-	-	-
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES		(177)	(51)	67
Résultat net (rappel)		451	178	278
Si ces produits et charges comptabilisés en capitaux propres avaient été comptabilisés en résultat, le résultat net aurait été de :		274	127	345
<i>Dont : Part du Groupe</i>		-	-	347
<i>Intérêts minoritaires</i>		-	-	(2)

6.4 États consolidés de la situation financière

<i>en millions d'euros</i>	Notes	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010
Écarts d'acquisition	10	2 726	2 750	3 201
Immobilisations incorporelles	10	140	116	169
Immobilisations corporelles	11	422	421	499
Impôts différés	13	863	887	891
Autres actifs non courants	14	91	112	115
Total actif non courant		4 242	4 286	4 875
Clients et comptes rattachés	15	2 396	2 067	2 371
Impôts courants		39	54	40
Autres créances courantes	16	184	203	306
Actifs de gestion de trésorerie	17	-	-	71
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	1 868	2 603	2 305
Total actif courant		4 487	4 927	5 093
TOTAL ACTIF		8 729	9 213	9 968

<i>en millions d'euros</i>	Notes	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010
Capital social		1 167	1 233	1 246
Primes d'émission et d'apport		2 689	2 842	2 875
Réserves et report à nouveau		(368)	(40)	(87)
Résultat de l'exercice		451	178	280
Capitaux propres (part du Groupe)	9	3 939	4 213	4 314
Intérêts minoritaires		-	-	(7)
Capitaux propres		3 939	4 213	4 307
Dettes financières à long terme	17	987	1 057	1 102
Impôts différés	13	138	153	178
Provisions pour retraites et engagements assimilés	20	503	680	804
Provisions non courantes	21	45	21	13
Autres dettes non courantes	22	112	95	279
Total passif non courant		1 785	2 006	2 376
Dettes financières à court terme et découverts bancaires	17	47	278	210
Dettes opérationnelles	23	2 096	2 026	2 305
Acomptes clients et produits constatés d'avance	15	639	567	576
Provisions courantes	21	20	28	53
Impôts courants		74	52	61
Autres dettes courantes	24	129	43	80
Total passif courant		3 005	2 994	3 285
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		8 729	9 213	9 968

6.5 Tableaux de flux de trésorerie consolidés

en millions d'euros

	Notes	2008	2009	2010
Résultat net, part du Groupe (RNPG)		451	178	280
Intérêts minoritaires		-	-	(2)
Dépréciation des écarts d'acquisition	12	24	12	-
Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations	10 -11	213	164	176
Dotations aux provisions (nettes)		(62)	(54)	(2)
Plus ou moins-values de cession d'actifs		3	4	5
Charge liée aux souscriptions d'actions, aux attributions d'actions et d'options de souscription d'actions	5	22	19	16
Coût de l'endettement financier (net)	6	(2)	43	54
Charge d'impôt	7	116	61	124
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur et autres		(17)	18	(23)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier (net) et impôt (A)		748	445	628
Impôt versé (B)		(94)	(56)	(52)
Variation liée aux créances clients et comptes rattachés, acomptes clients et produits constatés d'avance		(158)	309	(85)
Variation liée aux coûts capitalisés sur projets		5	(15)	(16)
Variation liée aux dettes fournisseurs		12	(73)	3
Variation liée aux autres créances et dettes		35	(115)	25
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (C)		(106)	106	(73)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ (D=A+B+C)		548	495	503
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	10 -11	(134)	(119)	(144)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		20	24	11
		(114)	(95)	(133)
Décaissements liés aux regroupements d'entreprises nets de leur trésorerie	2	(267)	(11)	(218)
Encaissements (nets) liés aux cessions de sociétés et d'activités		-	3	1
Encaissements / décaissements (nets) liés aux dépôts et investissements à long terme		(16)	(5)	(13)
Décaissements liés aux actifs de gestion de trésorerie		-	-	(71)
Dividendes reçus des entreprises associées		1	-	1
		(282)	(13)	(300)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (E)		(396)	(108)	(433)
Augmentations de capital		10	225	46
Dividendes versés		(143)	(143)	(122)
Encaissements / décaissements (nets) liés aux opérations sur actions propres		(75)	8	(1)
Augmentation des dettes financières	17	10	569	10
Remboursements des dettes financières	17	(130)	(310)	(367)
Intérêts financiers versés	6	(39)	(26)	(32)
Intérêts financiers reçus	6	68	22	21
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (F)		(299)	345	(445)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE (G=D+E+F)		(147)	732	(375)
Incidence des variations des cours des devises (H)		(185)	60	85
TRÉSORERIE D'OUVERTURE (I)	17	2 137	1 805	2 597
TRÉSORERIE DE CLÔTURE (G+H+I)	17	1 805	2 597	2 307

Les flux de trésorerie relatifs à l'exercice sont commentés en Note 18 – Flux de trésorerie.

6.6 Tableaux de variation des capitaux propres consolidés

en millions d'euros	Notes	Nombre d'actions	Capital social	Primes		Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres		Capitaux propres (part du Groupe)	Intérêts minoritaires ⁽¹⁾	Total capitaux propres
				d'émission	et d'apport			Écarts de conversion	Autres			
Au 1^{er} janvier 2008		145 425 510	1 164	2 682	(10)	299	(172)	(112)	3 851	-	3 851	
Dividendes versés au titre de l'exercice 2007		-	-	-	-	(143)	-	-	(143)	-	(143)	
Instruments de motivation et actionnariat salarié	9	419 428	3	7	(1)	23	-	-	32	-	32	
Actions propres	9	-	-	-	(73)	(2)	-	-	(75)	-	(75)	
Transactions avec les actionnaires		419 428	3	7	(74)	(122)	-	-	(186)	-	(186)	
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres		-	-	-	-	-	(105)	(72)	(177)	-	(177)	
Résultat net		-	-	-	-	451	-	-	451	-	451	
Au 31 décembre 2008		145 844 938	1 167	2 689	(84)	628	(277)	(184)	3 939	-	3 939	
Dividendes versés au titre de l'exercice 2008		-	-	-	-	(143)	-	-	(143)	-	(143)	
OCEANE	17	-	-	-	-	39	-	-	39	-	39	
Instruments de motivation et actionnariat salarié	9	8 332 458	66	153	-	25	-	-	244	-	244	
Actions propres	9	-	-	-	5	2	-	-	7	-	7	
Transactions avec les actionnaires		8 332 458	66	153	5	(77)	-	-	147	-	147	
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres		-	-	-	-	-	42	(93)	(51)	-	(51)	
Résultat net		-	-	-	-	178	-	-	178	-	178	
Au 31 décembre 2009		154 177 396	1 233	2 842	(79)	729	(235)	(277)	4 213	-	4 213	
Dividendes versés au titre de l'exercice 2009		-	-	-	-	(122)	-	-	(122)	-	(122)	
Instruments de motivation et actionnariat salarié	9	1 592 966	13	33	-	15	-	-	61	-	61	
Droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires de CPM Braxis	2	-	-	-	-	(185)	-	-	(185)	-	(185)	
Intérêts minoritaires de CPM Braxis (43,94 %)		-	-	-	-	-	-	-	-	(5)	(5)	
Actions propres	9	-	-	-	(2)	2	-	-	-	-	-	
Transactions avec les actionnaires		-	13	33	(2)	(290)	-	-	(246)	(5)	(251)	
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres		-	-	-	-	-	158	(91)	67	-	67	
Résultat net		-	-	-	-	280	-	-	280	(2)	278	
Au 31 décembre 2010		155 770 362	1 246	2 875	(81)	719	(77)	(368)	4 314	(7)	4 307	

(1) En 2008 et 2009, les intérêts minoritaires étaient négligeables. La principale variation de la période correspond aux intérêts minoritaires de CPM Braxis acquis le 6 octobre 2010 (cf. Note 2 – Évolution du périmètre).

6.7 Notes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2010

Note 1 - Principes comptables.....	124
Note 2 - Évolution du périmètre.....	132
Note 3 - Chiffre d'affaires.....	135
Note 4 - Charges opérationnelles par nature.....	136
Note 5 - Autres produits et charges opérationnels.....	136
Note 6 - Résultat financier.....	137
Note 7 - Charge d'impôt.....	138
Note 8 - Résultat par action.....	138
Note 9 - Capitaux propres.....	140
Note 10 - Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles.....	145
Note 11 - Immobilisations corporelles.....	147
Note 12 - Tests de dépréciation d'actifs.....	149
Note 13 - Impôts différés.....	149
Note 14 - Autres actifs non courants.....	151
Note 15 - Clients et comptes rattachés.....	152
Note 16 - Autres créances courantes.....	153
Note 17 - Trésorerie nette.....	153
Note 18 - Flux de trésorerie.....	158
Note 19 - Instruments dérivés et gestion des risques de change et de taux d'intérêt.....	158
Note 20 - Provisions pour retraites et engagements assimilés.....	162
Note 21 - Provisions courantes et non courantes.....	167
Note 22 - Autres dettes non courantes.....	167
Note 23 - Dettes opérationnelles.....	167
Note 24 - Autres dettes courantes.....	168
Note 25 - Information sectorielle.....	168
Note 26 - Effectifs.....	175
Note 27 - Engagements hors bilan.....	175
Note 28 - Transactions avec des parties liées.....	177
Note 29 - Événements postérieurs à la clôture.....	177
Note 30 - Liste par pays des principales sociétés consolidées.....	178

NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés au 31 décembre 2010, ainsi que les notes afférentes, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 16 février 2011. Les états financiers consolidés deviendront définitifs après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires prévue le 26 mai 2011.

Base de préparation des comptes

Référentiel IFRS

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés publiés au titre de l'exercice 2010 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union

Européenne au 31 décembre 2010 (publication au Journal Officiel de l'Union Européenne).

Par ailleurs, le Groupe tient compte des positions adoptées par le Syntec Informatique, organisation représentant les principales sociétés de conseil et de services informatiques en France, sur les modalités d'application de certaines normes IFRS.

Nouvelles normes et interprétations applicables en 2010

Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire (publiés par l'IASB, approuvés par l'UE, entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2010)

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont identiques à ceux appliqués dans les comptes annuels au 31 décembre 2009, à l'exception des nouvelles normes entrées en vigueur ultérieurement et présentées ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, le Groupe applique de façon prospective les normes IFRS 3 Regroupements d'entreprises (2008) et IAS 27 États financiers consolidés et individuels (2008) pour la comptabilisation des regroupements d'entreprises et le traitement des intérêts minoritaires, dont les effets sur les comptes consolidés au 31 décembre 2010 sont précisés en Note 1 – § F a) et Note 2 – Évolution de périmètre.

Les autres normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2010 n'ont pas d'impact pour le Groupe.

Nouvelles normes, amendements et interprétations non appliqués par anticipation (publiés par l'IASB, approuvés par l'UE, non encore entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2010)

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et approuvés par l'UE au 31 décembre 2010 mais non encore entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2010. Leur application anticipée n'aurait pas entraîné d'impact significatif dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010.

Nouvelles normes, amendements et interprétations non encore approuvés (publiés par l'IASB, non encore approuvés par l'UE, non encore entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2010)

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non encore approuvés par l'UE au 31 décembre 2010 ni encore entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2010. Leur application anticipée n'aurait pas entraîné d'impact significatif dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui pourraient avoir un impact sur les montants d'actif et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments du compte de résultat ou des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques et d'hypothèses susceptibles de variations dans le temps et comportent certains aléas. Elles concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires sur les contrats au forfait dans le cadre de la méthode à

l'avancement, la reconnaissance d'impôts différés actifs, l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs, les engagements de retraites, la juste valeur des instruments dérivés et les provisions.

Synthèse des principes comptables significatifs appliqués par le Groupe Capgemini

A) Méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Cap Gemini S.A. a directement ou indirectement un contrôle sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Le contrôle existe lorsque Cap Gemini S.A. a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de la société de manière à tirer avantage de ses activités.

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Cap Gemini S.A. a directement ou indirectement un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Selon cette méthode, le Groupe inclut sa quote-part dans les produits et charges, actifs et passifs de l'entreprise sous contrôle conjoint dans les lignes appropriées de ses états financiers.

Les sociétés sur la gestion desquelles Cap Gemini S.A. a directement ou indirectement une influence notable, sans toutefois exercer un contrôle exclusif ou conjoint, sont mises en équivalence. La comptabilisation par mise en équivalence implique la constatation dans le compte de résultat de la quote-part de résultat de l'année de l'entreprise associée. La participation du Groupe dans celle-ci est comptabilisée dans l'état de la situation financière consolidée dans le poste « Autres actifs non courants » pour un montant reflétant la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée.

Les taux de change utilisés pour convertir les états financiers des principales filiales du Groupe sont les suivants :

	Taux moyens			Taux de clôture		
	2008	2009	2010	2008	2009	2010
Dollar américain	0,68361	0,71958	0,75513	0,70077	0,69745	0,75301
Livre sterling	1,25885	1,12282	1,16610	1,02192	1,10619	1,16252
Dollar canadien	0,64214	0,63110	0,73312	0,57445	0,66494	0,75330
Couronne suédoise	0,10418	0,09423	0,10485	0,09108	0,09713	0,11095
Dollar australien	0,57736	0,56623	0,69368	0,48555	0,62360	0,76458
Couronne norvégienne	0,12196	0,11465	0,12492	0,10055	0,12016	0,12789
Roupie indienne	0,01573	0,01487	0,01652	0,01446	0,01491	0,01676
Zloty polonais	0,28543	0,23133	0,25039	0,24155	0,24243	0,25221
Real brésilien *	0,37622	0,36233	0,42919	0,29601	0,40106	0,45082

* Le compte de résultat de CPM Braxis acquis le 6 octobre 2010 a été intégré au taux moyen du 4^e trimestre 2010, soit 0,43392.

Le périmètre de consolidation figure en Note 30 – Liste par pays des principales sociétés consolidées.

Les sociétés consolidées par le Groupe ont établi leurs comptes au 31 décembre 2010, selon les principes comptables appliqués par le Groupe.

Les transactions réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Le Groupe ne contrôle pas d'entité ad hoc non consolidée.

B) Conversion des états financiers

Les comptes consolidés présentés dans ce rapport ont été établis en euros.

Les postes de l'état de la situation financière consolidée exprimés en devises sont convertis en euros aux taux de clôture de l'exercice, à l'exception des capitaux propres qui sont conservés à leur valeur historique. Les comptes de résultat exprimés en devises étrangères sont convertis aux taux moyens de la période. Néanmoins, pour certaines transactions significatives, il peut être jugé plus pertinent d'utiliser un taux de conversion spécifique. Les différences de conversion résultant de l'application de ces différents taux ne sont pas incluses dans le compte de résultat de la période mais affectées directement en réserves de conversion.

Les différences de change ayant trait à des éléments monétaires faisant partie intégrante de l'investissement net dans des filiales étrangères sont inscrites en réserves de conversion pour leur montant net d'impôt.

Les écarts de change sur créances et dettes libellées en devises étrangères sont comptabilisés en résultat d'exploitation ou en résultat financier selon la nature de la transaction sous-jacente.

C) Compte de résultat consolidé

Afin de mieux appréhender les particularités de son activité, le Groupe présente un compte de résultat par fonction qui analyse les charges opérationnelles comme suit : coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), frais commerciaux et frais généraux et administratifs.

Ces trois postes représentent les charges opérationnelles qui, déduites du chiffre d'affaires, permettent d'obtenir la marge opérationnelle, un des principaux indicateurs de performance de l'activité du Groupe.

Le résultat d'exploitation est obtenu en déduisant de la marge opérationnelle les autres produits et charges opérationnels. Ceux-ci comprennent la charge résultant de l'étalement de la juste valeur des actions et options de souscription d'actions attribuées au personnel, ainsi que les charges ou produits non récurrents, notamment les dépréciations des écarts d'acquisition, les plus ou moins-values de cession de sociétés consolidées ou d'activités, les charges de restructuration afférentes à des plans approuvés par les organes de direction du Groupe, les coûts d'acquisition et d'intégration des sociétés acquises par le Groupe, ainsi que les effets des réductions et des liquidations des régimes de retraites à prestations définies.

Le résultat net est ensuite obtenu en prenant en compte les éléments suivants :

- le coût de l'endettement financier (net), qui comprend les intérêts sur dettes financières calculés sur la base du taux d'intérêt effectif, diminués des produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie,
- les autres produits financiers et charges financières, qui comprennent principalement les réévaluations des instruments financiers à leur juste valeur lorsqu'ils se rapportent à des éléments de nature financière, les plus ou moins-values de cession et dépréciations de titres non consolidés, les charges d'intérêt nettes sur régimes de retraites à prestations définies, les gains et pertes de change sur éléments financiers, ainsi que les autres produits financiers et charges financières sur divers actifs et passifs financiers calculés sur la base du taux d'intérêt effectif,
- la charge d'impôt courant et différé,
- le résultat des entreprises associées,
- la quote-part des intérêts minoritaires.

D) Résultat par action

L'information présentée est calculée selon les principes suivants :

- résultat de base par action : le résultat net (part du Groupe) est rapporté au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, après déduction des actions propres détenues au cours de la période. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation est une moyenne annuelle pondérée, ajustée du nombre d'actions ordinaires remboursées ou émises au cours de la période et calculée en fonction de la date de remboursement et d'émission des actions au cours de l'exercice,

- résultat dilué par action : le résultat net (part du Groupe) ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, pris en compte pour le calcul du résultat de base par action, sont ajustés des effets de tous les instruments financiers potentiellement dilutifs : (i) options de souscription d'actions, (ii) Obligations Convertibles et/ou Echangeables en Actions Nouvelles ou Existantes, (iii) les Bons de Souscription ou d'Acquisition d'Actions Remboursables et (iv) les actions de performance.

E) Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations :

a) Prestations en régie

Le chiffre d'affaires et les coûts des prestations sont reconnus au fur et à mesure de la prestation.

b) Prestations au forfait

Le chiffre d'affaires, qu'il s'agisse de contrats correspondant à la réalisation de prestations intellectuelles ou de systèmes intégrés, est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon la méthode « à l'avancement ». Les coûts sont reconnus lorsqu'ils sont encourus.

c) Prestations d'infogérance

Le chiffre d'affaires lié aux prestations d'infogérance est reconnu sur la durée du contrat en fonction du niveau de services rendu. Lorsque les services consistent en plusieurs prestations non identifiables séparément, le chiffre d'affaires est reconnu linéairement sur la durée du contrat.

Les coûts relatifs aux prestations d'infogérance sont comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus. Toutefois, les coûts engagés dans la phase initiale du contrat (coûts de transition et/ou de transformation) peuvent être différés lorsqu'ils sont spécifiques aux contrats, qu'ils se rapportent à une activité future et/ou génèrent des avantages économiques futurs, et qu'ils sont recouvrables. Ces coûts sont alors classés en travaux en cours. Toutefois, en cas de remboursement par le client, celui-ci est enregistré en diminution des coûts encourus.

Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur à son chiffre d'affaires, une perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

Les prestations relatives à ces contrats figurent dans l'état de la situation financière consolidée en créances clients pour celles ayant fait l'objet d'une facturation, ou en factures à émettre pour les prestations réalisées et non encore facturées. Les acomptes reçus des clients et les produits constatés d'avance figurent dans les passifs courants.

F) Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

a) Écarts d'acquisition et regroupements d'entreprises

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon

cette méthode, les actifs identifiables et les passifs repris de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition et peuvent être ajustés au cours des 12 mois suivant cette date.

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition et la juste valeur des actifs identifiables et des passifs repris de l'entité acquise (actif net réévalué). Dans le cas d'une acquisition donnant le contrôle avec permanence d'intérêts minoritaires (acquisition inférieure à 100 %), le Groupe choisit soit de reconnaître un écart d'acquisition sur la totalité de l'actif net réévalué, y compris sur la quote-part revenant aux intérêts minoritaires (méthode de l'écart d'acquisition complet en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010), soit de ne reconnaître un écart d'acquisition que sur la quote-part effectivement acquise de l'actif net réévalué (méthode de l'écart d'acquisition partiel).

Lorsqu'un regroupement d'entreprises avec permanence d'intérêts minoritaires inclut l'existence d'un droit de vente de ces mêmes intérêts minoritaires, une dette est reconnue au bilan consolidé à ce titre avec pour contrepartie une diminution des réserves. Les variations ultérieures de ce droit de vente liées à d'éventuels changements d'estimations ou relatives à sa désactualisation sont également reconnues en réserves. Toute acquisition supplémentaire d'intérêts minoritaires est considérée comme une transaction entre actionnaires et ne fait par conséquent pas l'objet de réévaluation.

Lorsque le coût du regroupement d'entreprises est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs, l'écart est immédiatement reconnu en compte de résultat.

Les frais liés à l'acquisition sont reconnus au compte de résultat de la période durant laquelle ils sont encourus, alors qu'ils étaient auparavant pris en compte dans les écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et sont soumis à des tests de dépréciation une fois par an, ou chaque fois que des événements ou des modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur.

b) Immobilisations incorporelles

Les logiciels et droits d'usage acquis en pleine propriété ainsi que les logiciels développés pour un usage interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement sur une durée allant de 3 à 5 ans.

Les coûts capitalisés des logiciels développés à usage interne sont ceux directement associés à leur production, c'est-à-dire les charges liées aux coûts salariaux des personnels ayant développé ces logiciels.

Enfin, lors de certains regroupements d'entreprises, lorsque la nature du portefeuille clients détenu par une entité, ainsi que la nature de l'activité qu'elle exerce, devraient permettre à l'entité de poursuivre ses relations commerciales avec ses clients en raison des efforts consentis pour les fidéliser, les relations avec les clients sont valorisées en immobilisations incorporelles et amorties sur la durée des contrats en portefeuille à la date d'acquisition.

G) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif de l'état de la situation financière consolidée à leur coût historique amorti, diminué des éventuelles pertes de valeur. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Les immeubles détenus par le Groupe ont été valorisés selon l'approche par composants.

Les dépenses ultérieures (dépenses de remplacement et dépenses de mise en conformité) sont immobilisées et amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation à laquelle elles se rattachent. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Il est calculé sur la base du prix d'acquisition, sous déduction d'une éventuelle valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon leur durée de vie attendue, comme suit :

Constructions	20 à 40 ans
Agencements et installations	10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériels divers	5 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité attendues sont revues à chaque clôture.

Les plus ou moins-values de cession résultent de la différence entre le prix de vente et la valeur nette comptable des éléments d'actif cédés.

H) Tests de dépréciation d'actifs

La valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles est testée dès lors qu'il existe des indices de perte de valeur à la date d'établissement des comptes, et au moins une fois par an en ce qui concerne les écarts d'acquisition.

Le test de valeur consiste en l'évaluation de la valeur d'utilité de chaque unité générant ses flux propres de trésorerie (unités génératrices de trésorerie). Les unités génératrices de trésorerie retenues par le Groupe correspondent à des zones géographiques.

S'appuyant sur la méthode des « discounted cash-flows » (flux nets futurs de trésorerie actualisés), l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie est effectuée sur la base de paramètres issus du processus budgétaire et du plan à trois ans, paramètres étendus sur un horizon de cinq ans, qui incluent des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Des taux d'actualisation (s'appuyant sur le coût moyen pondéré du capital) et de croissance à long terme sur la période au-delà de cinq ans, appréciés à partir d'analyses du secteur dans lequel le Groupe exerce son activité, sont appliqués à l'ensemble des évaluations des unités générant leurs flux propres de trésorerie. Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est inférieure à

sa valeur nette comptable, la perte de valeur correspondante est affectée en priorité aux écarts d'acquisition et reconnue en résultat d'exploitation dans le compte « Autres charges opérationnelles ».

I) Contrats de location

Les contrats de location qui ne transfèrent pas au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont qualifiés de contrats de location simple, et donnent lieu à des paiements comptabilisés en charges pendant la durée du contrat de location.

En revanche, dans le cas où le Groupe assume les avantages et les risques liés à la propriété, le contrat de location est alors qualifié de contrat de location-financement et il est procédé à un retraitement afin de reconnaître, à l'actif, le montant le plus faible entre la juste valeur du bien loué et la valeur actualisée des paiements futurs et, au passif, la dette financière correspondante. L'immobilisation est amortie sur sa durée d'utilité pour le Groupe, la dette est amortie sur la durée du contrat de location-financement et, le cas échéant, des impôts différés sont reconnus.

J) Actions propres

Les titres de Cap Gemini S.A. détenus par elle-même ou par des entités consolidées sont portés en diminution des capitaux propres consolidés, pour leur coût d'acquisition. Inversement, le résultat de la cession éventuelle des actions propres est imputé directement en capitaux propres pour l'effet net d'impôt. La plus ou moins-value ainsi réalisée n'affecte donc pas le compte de résultat de l'exercice.

K) Impôts différés

Les impôts différés sont :

- constatés pour tenir compte du décalage temporel entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales de certains actifs et passifs,
- reconnus respectivement en charge ou produit comptabilisés au compte de résultat, en charge ou produit comptabilisés en capitaux propres, ou bien directement en réserves au cours de l'exercice, en fonction du sous-jacent auquel ils se rapportent,
- évalués en tenant compte de l'évolution connue des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'effet des éventuelles variations du taux d'imposition sur les impôts différés antérieurement constatés en compte de résultat ou en produits et charges comptabilisés en capitaux propres ou bien directement en réserves, est respectivement enregistré en compte de résultat, en charge ou produit comptabilisés en capitaux propres, ou bien directement en réserves au cours de l'exercice où ces changements de taux deviennent effectifs.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'il est probable que des bénéfices imposables seront réalisés permettant ainsi à l'actif d'impôt reconnu d'être recouvré. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque clôture et est réduite lorsqu'il est probable que les bénéfices imposables ne seront pas suffisants pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de

ces actifs d'impôts différés. Inversement, une telle réduction sera reprise dans la mesure où il devient probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés si, et seulement si, les filiales ont un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigibles et lorsque ceux-ci concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale.

L) Instruments financiers

Les instruments financiers sont constitués :

- des actifs financiers qui comprennent certains autres actifs non courants, les créances clients, certaines autres créances courantes, les actifs de gestion de trésorerie et la trésorerie et équivalents de trésorerie,
- des passifs financiers qui comprennent les dettes financières à court et long terme et les découverts bancaires, certaines dettes opérationnelles et certaines autres dettes courantes et non courantes.

a) Méthodes de comptabilisation des instruments financiers

La comptabilisation des instruments financiers lors de leur entrée dans l'état de la situation financière consolidée et de leur évaluation ultérieure selon les méthodes décrites ci-après fait référence aux définitions de taux d'intérêt suivantes :

- le taux du coupon, ou coupon, qui est le taux d'intérêt nominal de l'emprunt,
- le taux d'intérêt effectif, qui est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Ce calcul inclut l'intégralité des commissions payées ou reçues, des coûts de transaction et, le cas échéant, des primes à payer ou à recevoir,
- le taux de marché qui correspond au taux d'intérêt effectif recalculé à la date de l'évaluation en fonction des paramètres de marché courants.

Les instruments financiers (actifs et passifs) entrent dans l'état de la situation financière consolidée à leur juste valeur initiale.

L'évaluation ultérieure des actifs et passifs financiers correspond, en fonction de leur catégorisation, soit à la juste valeur, soit au coût amorti. Les actifs financiers évalués au coût amorti font l'objet de tests de valeur, effectués dès l'apparition d'indices de perte de valeur. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en compte de résultat.

La juste valeur d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normales.

Le coût amorti correspond à la valeur comptable initiale (nette des coûts de transaction), augmentée des intérêts calculés

sur la base du taux d'intérêt effectif et diminuée des sorties de trésorerie (coupons, remboursements de principal et, le cas échéant, des primes de remboursement). Les intérêts courus (produits et charges) ne sont pas enregistrés au taux nominal de l'instrument financier, mais sur la base du taux d'intérêt effectif de l'instrument.

Les instruments financiers actifs et passifs sont décomptabilisés dès lors que les risques et avantages liés sont cédés et que le Groupe a cessé d'exercer un contrôle sur ces instruments.

b) Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont essentiellement constitués de contrats d'achat et de vente de devises à terme ainsi que de contrats d'échange de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur. À l'exception des cas de couverture de flux futurs de trésorerie décrits ci-après, les variations de juste valeur des instruments dérivés, estimées sur la base des cours de marché ou de valeurs données par les contreparties bancaires, sont reconnues en compte de résultat à la date d'établissement des comptes.

Lorsque la comptabilité de couverture est appliquée dans le cadre de couverture de flux futurs de trésorerie opérationnels, la variation de juste valeur des instruments est dans un premier temps enregistrée en produits et charges comptabilisés en capitaux propres puis transférée au résultat d'exploitation lorsque l'élément couvert est reconnu lui-même en compte de résultat.

c) Catégorisation des instruments financiers et hiérarchie de juste valeur

Les instruments financiers valorisés à leur juste valeur après leur première comptabilisation, c'est-à-dire, les instruments financiers à la juste valeur par compte de résultat, les actifs disponibles à la vente et les instruments dérivés, peuvent être hiérarchisés selon les trois niveaux de juste valeur suivants :

- Niveau 1 : à partir de prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs financiers identiques,
- Niveau 2 : à partir de données autres que les prix cotés sur des marchés actifs, qui sont observables directement (prix) ou indirectement (données dérivés de prix),
- Niveau 3 : à partir de données qui ne sont pas fondées sur des données observables de marché.

Actifs financiers	Notes	Catégorisation	Évaluation ultérieure	Hiérarchie de juste valeur
Titres de sociétés non consolidées	14	Actifs disponibles à la vente (juste valeur par capitaux propres)	Juste valeur (titres cotés)	1 Cours de bourse
Dépôts et créances à long terme	14	Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Placements à long terme	14	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	1 Valeur de marché (valeur liquidative)
Instruments dérivés actifs	19	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	2 Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs (fixings BCE)
Clients (nets de provisions)	15	Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Autres créances à court terme	16	Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Actifs de gestion de trésorerie	17	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	1 Valeur de marché (valeur liquidative)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	1 Valeur de marché (valeur liquidative)

Passifs financiers	Notes	Catégorisation	Évaluation ultérieure	Hiérarchie de juste valeur
Emprunts obligataires	17	Dettes au coût amorti	Coût amorti	N/A
Dettes de location-financement	17	Dettes au coût amorti	Coût amorti	N/A
Autres dettes financières	17	Dettes au coût amorti	Coût amorti	N/A
Instruments dérivés passifs	19	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	2 Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs (fixings BCE)
Dettes fournisseurs	23	Dettes au coût amorti	Coût amorti	N/A
Autres dettes	22, 24	Dettes au coût amorti	Coût amorti	N/A
Découverts bancaires	17	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	1 Valeur de marché (valeur liquidative)

M) Trésorerie et Trésorerie nette

La trésorerie est composée de la trésorerie et équivalents de trésorerie (placements à court terme et banques), diminués des découverts bancaires. Elle comprend également la juste valeur des instruments de couverture relatifs à ces éléments.

La trésorerie nette comprend la trésorerie, telle que définie ci-dessus ainsi que les actifs de gestion de trésorerie (voir ci-après), diminués des dettes financières à court et long terme, et tient également compte de l'impact des instruments de couverture lorsqu'ils se rapportent à des dettes financières.

Au 31 décembre 2010, le Groupe a modifié sa définition de la trésorerie nette, qui prend désormais en compte les actifs de gestion de trésorerie dont les caractéristiques ne répondent pas strictement à celles des équivalents de trésorerie, tels que définis par la norme IAS7. Par conséquent, ces actifs de gestion de trésorerie sont présentés dans l'état de la situation financière séparément des équivalents de trésorerie. Compte tenu de l'absence de ce type de placements au cours des exercices antérieurs à 2010, l'application rétroactive de ce changement de présentation n'aurait pas eu d'incidence sur la trésorerie nette des exercices considérés et l'information présentée au titre des exercices 2009 et 2008 est donc homogène.

N) Prestations de retraites

Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies font l'objet de versements par les salariés et par les sociétés du Groupe auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraites. Les obligations du Groupe se limitent au paiement de ces cotisations qui sont donc enregistrées en compte de résultat dès qu'elles sont encourues. Les dettes relatives à ces régimes sont comptabilisées en dettes opérationnelles. Ces régimes existent dans la majorité des pays d'Europe (France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne et Europe Centrale, les pays nordiques, Italie et Espagne), aux États-Unis ainsi que dans les pays d'Asie-Pacifique.

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies sont :

- soit directement supportés par le Groupe, qui à ce titre, provisionne les coûts des prestations de retraites à servir, évalués à la valeur actuelle des paiements futurs estimés, en retenant des paramètres internes et externes revus régulièrement. Ces régimes à prestations définies non couverts par des actifs correspondent essentiellement à des indemnités de départ à la retraite et de couverture sociale,
- soit supportés au travers d'un fonds de pension auquel le Groupe contribue selon les règles et législations sociales propres à chaque pays d'implantation.

Les engagements de retraites souscrits dans le cadre de ces régimes sont le plus généralement évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations,

et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale du Groupe.

Les engagements de retraites ainsi calculés font l'objet d'une actualisation au taux de rendement des obligations d'entreprises de première catégorie libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraites concernée.

Pour les régimes de retraites dont les engagements sont couverts par des actifs, seul le déficit estimé est provisionné.

Les coûts des services rendus au cours de l'exercice ainsi que les coûts des services passés correspondant à l'accroissement de l'obligation sont constatés en charges opérationnelles, respectivement sur l'exercice et sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

Les profits ou les pertes résultant de la réduction ou de la liquidation de régimes à prestations définies sont comptabilisés en « Autres produits opérationnels » ou en « Autres charges opérationnelles ».

L'effet de la désactualisation des obligations ainsi que celui du rendement attendu des actifs de couverture sont comptabilisés en net en « Autres produits financiers » ou en « Autres charges financières ».

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses actuarielles ou des effets d'expérience (i.e. écarts entre la projection actuarielle et la réalité à la date d'établissement des comptes) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ceux-ci sont intégralement reconnus en produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres au cours de la période dans laquelle ils surviennent.

O) Instruments de motivation et actionnariat salarié

a) Instruments accordés à des salariés

Options de souscription d'actions

Des options de souscription d'actions ont été accordées à un certain nombre de collaborateurs du Groupe. Elles donnent le droit de souscrire à des actions de Cap Gemini S.A. pendant un délai de cinq ans à un prix d'exercice fixe déterminé lors de leur attribution.

Les options font l'objet d'une évaluation correspondant à la juste valeur de l'avantage accordé au salarié à la date d'octroi. Cet avantage est reconnu en autres charges opérationnelles au compte de résultat, linéairement sur la période d'acquisition des droits de l'option, en contrepartie des capitaux propres.

La juste valeur de l'option est déterminée par application du modèle « Black & Scholes », dont les paramètres incluent notamment le prix d'exercice des options, leur durée de vie, le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, et le taux d'intérêt sans risque. La charge

comptabilisée tient également compte des hypothèses de rotation de l'effectif bénéficiant de l'attribution d'options, actualisées chaque année.

Actions de performance

Des actions de performance ont été consenties à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, sous conditions de performance et de présence, détaillées en Note 9 – Capitaux propres. La durée de la période d'acquisition au terme de laquelle l'attribution est définitive s'élève à deux ou quatre ans, selon l'implantation géographique des filiales employant les bénéficiaires.

Les actions font l'objet d'une évaluation correspondant à la juste valeur de l'avantage accordé au salarié à la date d'octroi. Cet avantage est reconnu en autres charges opérationnelles au compte de résultat, linéairement sur la période d'acquisition des droits de l'action, en contrepartie des capitaux propres.

La juste valeur de l'action est déterminée par application du modèle « Monte Carlo », dont les paramètres incluent notamment le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, le taux d'intérêt sans risque, le taux de dividendes attendus, et les conditions de performance externes (conditions de marché).

La charge comptabilisée tient également compte des hypothèses de rotation de l'effectif bénéficiant de l'attribution d'actions, actualisées chaque année, ainsi que des conditions de performance internes (conditions hors marché).

b) Instruments proposés à des salariés

Bons de souscription d'actions ou d'acquisition d'actions remboursables (BSAAR)

Des bons de souscription d'actions ou d'acquisition d'actions remboursables ont été proposés à des salariés et mandataires sociaux du Groupe. Ils donnent le droit de souscrire à des actions Cap Gemini S.A. au prix d'exercice déterminé lors de leur acquisition par les salariés et mandataires sociaux du Groupe. La période d'exercice s'étalera de la date d'admission des BSAAR sur le marché d'Euronext Paris jusqu'au septième anniversaire de leur date d'émission.

Le prix d'émission de ces BSAAR correspondant à leur valeur de marché, aucun avantage accordé aux bénéficiaires n'est comptabilisé dans les comptes consolidés.

Épargne salariale

Un plan d'actionnariat salarié à effet de levier offrant la possibilité de souscrire à un cours préférentiel décoté a été mis en place par le Groupe. Dans le cadre de la détermination de la charge IFRS2 mesurant l'avantage offert aux salariés, le Groupe ajuste le montant de la décote octroyée aux salariés sur le prix de la souscription en fonction des deux éléments suivants :

- le coût de l'incessibilité des actions attribuées aux salariés pendant une période de cinq ans. Ce coût est évalué en prenant en considération la période de blocage de cinq ans et correspond au coût d'une stratégie en deux étapes dans laquelle le participant au marché vendrait l'action au

terme de la période de blocage de cinq ans et emprunterait simultanément le montant nécessaire pour acheter une action cessible immédiatement en finançant l'emprunt par la vente à terme de cette action et par les dividendes versés durant la période de blocage. Ce coût est calculé à partir des paramètres ci-après :

- le prix de souscription est celui fixé par le Directeur Général en vertu de la délégation reçue du Conseil d'Administration. Ce prix de souscription correspond à la moyenne des cours moyens de l'action Cap Gemini ajustés des volumes constatés sur les vingt jours de bourse précédant la décision du Directeur Général à laquelle une décote est appliquée,
- la date d'attribution des droits est la date à laquelle les salariés ont eu connaissance des caractéristiques et conditions précises de l'offre notamment le prix de souscription,
- le taux de prêt consenti aux salariés, utilisé pour déterminer le coût de l'incessibilité des actions, est le taux que consentirait une banque à un particulier présentant un profil de risque moyen dans le cadre d'un prêt à la consommation in fine sans affectation pour une durée correspondant à la durée du plan,
- le gain d'opportunité reflétant l'avantage spécifique que constitue la faculté accordée aux salariés de bénéficier de conditions de marché identiques à celles du Groupe.

Dans les pays où la mise en place d'un FCPE (Fonds Commun de Placement Entreprise) n'est pas possible ou pertinente, le plan d'actionnariat salarié (@ESOP) comporte un mécanisme d'attribution de droits aux plus-values d'actions (Stocks Appreciation Rights). L'avantage offert par le Groupe correspond alors au montant de la décote sur le prix de souscription de l'action.

P) Provisions

Une provision est reconnue dans l'état de la situation financière consolidée à la clôture d'un exercice si, et seulement si, il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de la valeur temps est significatif.

Q) Tableau des flux de trésorerie consolidés

Le tableau des flux de trésorerie consolidés analyse la variation annuelle de la trésorerie par nature de flux : opérationnel, investissement et financement.

À noter que les flux de trésorerie en devises étrangères sont convertis en euros au cours moyen de l'exercice. Les différences de change dues à la conversion au cours de fin de période des flux monétaires des actifs et passifs de l'état de la situation financière consolidée libellés en devises étrangères sont reprises dans la rubrique « incidence des variations des cours des devises » du tableau des flux de trésorerie.

R) Secteurs opérationnels

La Direction du Groupe analyse et mesure la performance de l'activité :

- dans ses différents métiers (conseil, intégration de systèmes, services informatiques de proximité et infogérance),
- dans les zones géographiques dans lesquelles le Groupe est présent.

L'analyse métier permet de suivre et de gérer les ressources et la production de services opérées en 2010 au sein de 8 « grandes unités opérationnelles » orientées métier, de manière transversale permettant de déployer des compétences et des savoir-faire homogènes dans les pays ou les régions.

L'analyse géographique permet de suivre la performance :

- du développement commercial : elle est alors focalisée sur l'évolution des principaux contrats et grands clients sur les marchés du Groupe dans l'ensemble de ses métiers. Ce suivi vise à coordonner l'offre de services des différents métiers dans les territoires du fait de leur forte interaction, et à y mesurer les prestations de services rendus. Ces analyses sont effectuées par la Direction du Groupe au sein du « Comité de Coordination » des géographies qui rassemble les responsables des métiers opérant dans une géographie donnée,
- sur le plan opérationnel et financier : la gestion de la trésorerie et des fonctions support, les politiques d'investissement et de financement opérationnel ainsi que la politique d'acquisition sont décidées et mises en œuvre par géographie.

Ceci conduit le Groupe à présenter une information sectorielle pour les 8 zones géographiques regroupant les pays dans lesquelles il est implanté.

Les coûts liés aux activités opérationnelles et encourus au niveau des sociétés holdings du Groupe pour le compte des géographies et des métiers sont affectés soit directement, soit selon une clé de répartition. Les éléments non affectés correspondent aux frais de siège.

Les transactions inter-secteurs s'effectuent au prix de marché.

S) Gains et pertes de change sur transactions intra-groupe

L'incorporation des états financiers d'une entité étrangère dans les états financiers consolidés du Groupe suit des procédures de consolidation telles que l'élimination des soldes et transactions intra-groupe. Toutefois, un écart de change qui apparaît sur un élément monétaire intra-groupe, à long terme ou à court terme, ne peut être éliminé avec un montant correspondant provenant d'autres soldes intra-groupe car l'élément monétaire représente un engagement de convertir une monnaie en une autre et expose l'entreprise présentant les états financiers à un profit ou une perte du fait des fluctuations monétaires. En conséquence, dans les états financiers consolidés, un tel écart de change est comptabilisé en produits ou en charges de l'exercice, ou classé en produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres si le sous-jacent fait partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans les entités étrangères.

NOTE 2 – ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE

Acquisitions de l'exercice 2010

CPM Braxis

Le 6 octobre 2010, le Groupe a procédé à l'acquisition de 56,06 % de la première SSII brésilienne, CPM Braxis S.A. pour 224 millions d'euros. CPM Braxis est consolidé depuis cette date par intégration globale.

Pour cette acquisition, il a été appliqué la méthode de l'écart d'acquisition partiel. En conséquence, seul l'écart d'acquisition

relatif aux 56,06 % acquis, évalué provisoirement à 226 millions d'euros, a été constaté dans l'état de la situation financière en « écarts d'acquisition ». L'acquisition future des 43,94 % restants, qui fait l'objet d'un droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires, ne générera par conséquent aucun écart d'acquisition complémentaire. Ce droit de vente a été comptabilisé en dette avec pour contrepartie une diminution des réserves (part du Groupe) pour un montant de 183 millions d'euros le 6 octobre 2010.

Au 31 décembre 2010, l'affectation provisoire du prix d'acquisition se résume comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Valeur historique	Ajustements de juste valeur	Juste valeur
Écarts d'acquisition	11	(11)	-
Immobilisations incorporelles	11	42	53
Immobilisations corporelles	32	1	33
Impôts différés	-	(14)	(14)
Stocks	6	-	6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	-	12
Emprunts à long terme et à court terme	(236)	-	(236)
Autres actifs et passifs	142	-	142
Actif net à la date d'acquisition	(22)	18	(4)
Quote-part d'actif net acquis (56,06 %)			(2)
Écart d'acquisition			226
Prix d'acquisition			224
Dont :			
<i>payé en trésorerie</i>			227
<i>payé à travers l'apport de l'activité de Capgemini do Brazil Ltda.</i>			3
<i>ajustement de prix sur actif net garanti à valoir sur le prix lié au droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires sur les 43,94 % restants</i>			(6)
Frais liés à l'acquisition constatés au compte de résultat			2,5
Effectifs à la date d'acquisition			5 487

Clauses d'ajustement de prix relatives aux 56,06 % acquis

Le contrat d'acquisition des 56,06 % prévoit deux clauses d'ajustement du prix d'acquisition, l'une portant sur un montant d'actif net garanti, l'autre portant sur une garantie de passif liée à des litiges sociaux et fiscaux dont l'origine serait antérieure à la date d'acquisition. Ces ajustements de prix seront payés à la date d'exercice du droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires, et sont par conséquent comptabilisés au 31 décembre 2010 en moins de la valeur de ce droit en « Autres dettes non courantes » pour un montant de 10 millions d'euros.

Droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires de CPM Braxis

Le Groupe Capgemini a octroyé le 6 octobre 2010 aux actionnaires minoritaires de CPM Braxis un droit de vente sur les 43,94 % restants dont la date d'exercice se situe entre 2013 et 2015. Ce droit de vente a été évalué à sa juste valeur pour un montant de 183 millions d'euros (425 millions de reais brésiliens) et est reconnu dans l'état de la situation financière en « Autres dettes non courantes » (cf. Note 22 – Autres dettes non courantes) en contrepartie d'une diminution des réserves (part du Groupe). Les variations ultérieures de ce droit de vente liées à d'éventuels changements d'estimations ou relatives à sa désactualisation, seront également reconnues en réserves (part du Groupe).

Les actionnaires minoritaires de CPM Braxis ont en retour accordé au Groupe Capgemini un droit d'achat sur les 43,94 % dont la date d'exercice se situe également entre 2013 et 2015.

Plans d'options de souscription d'actions octroyées aux salariés de CPM Braxis

Le droit de vente inclut le rachat des options de souscription d'actions octroyées par quatre plans émis en date des 20 septembre et 6 octobre 2010 par la société CPM Braxis à certains de ses salariés, et exerçables concomitamment à l'exercice du droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires. Ces options de souscription d'actions seront payées aux salariés de la société CPM Braxis lors de l'exercice du droit de vente octroyé aux minoritaires, sous condition de présence aux dates de fin d'acquisition des droits. A cet effet, la charge totale estimée à 5 millions d'euros (11 millions de reais brésiliens) est répartie linéairement entre les différentes dates d'attribution et de fin d'acquisition des droits et est constatée en compte de résultat en « Autres charges opérationnelles ». Pour l'exercice 2010, la charge comptabilisée s'élève à moins d'un million d'euros.

Reconnaissance des intérêts minoritaires chez CPM Braxis

La quote-part de réserves attribuables aux intérêts minoritaires de 43,94 % à la date d'acquisition est présentée dans les capitaux propres. La quote-part de résultat correspondant aux 43,94 % d'intérêts minoritaires, à compter de la date d'acquisition, est présentée au compte de résultat sur une ligne distincte.

Autres acquisitions de l'exercice 2010

IBX Group AB

Le 25 février 2010, le Groupe a procédé à l'acquisition de 100 % de la société IBX Group AB pour un coût de 59 millions d'euros.

Le groupe IBX, fournisseur de solutions d'achats en ligne, est basé en Suède et est présent en Europe et aux Etats-Unis. Le groupe est consolidé par intégration globale.

Au 31 décembre 2010, l'affectation provisoire du prix d'acquisition se résume comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Valeur historique	Ajustement de juste valeur	Juste valeur
Immobilisations incorporelles	3	5	8
Immobilisations corporelles	1	-	1
Impôts différés	5	(1)	4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	-	8
Autres actifs et passifs	(3)	-	(3)
Actif net à la date d'acquisition	14	4	18
Écart d'acquisition			41
Prix d'acquisition (entièrement payé en trésorerie)			59
Frais liés à l'acquisition constatés au compte de résultat			n/s
Effectifs à la date d'acquisition			197

SSS Holdings Corporation Ltd.

Le 15 juin 2010, le Groupe a procédé à l'acquisition de 51,17 % de la société Strategic Systems Solutions (SSS) Holdings Corporation Ltd., en complément des 48,83 % déjà détenus par le Groupe depuis 2007 au travers de l'acquisition de Kanbay International Inc. Le groupe SSS, basé au Royaume-Uni et spécialisé dans les services financiers, opère aux États-Unis,

à Singapour, en Chine et aux Philippines. Le coût d'acquisition des 51,17 % s'élève à 20 millions d'euros. La valeur réévaluée des 48,83 % précédemment détenus s'élève à 20 millions d'euros (contre 18 millions d'euros précédemment reconnus en titres de sociétés mises en équivalence). Ce groupe est désormais consolidé par intégration globale.

Au 31 décembre 2010, l'affectation provisoire du prix d'acquisition se résume comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Valeur historique	Ajustement de juste valeur	Juste valeur
Immobilisations incorporelles	-	4	4
Immobilisations corporelles	2	-	2
Impôts différés	-	(1)	(1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	-	3
Autres actifs et passifs	3	-	3
Actif net à la date d'acquisition	8	3	11
Écart d'acquisition			29
Prix d'acquisition			40
Dont :			
<i>acquisition des 51,17 % (entièrement payé en trésorerie)</i>			20
<i>réévaluation des 48,83 % préalablement détenus</i>			20
Frais liés à l'acquisition constatés au compte de résultat			n/s
Effectifs à la date d'acquisition			696

Autres acquisitions

Le Groupe a également procédé aux acquisitions de sociétés aux États-Unis, en France, en Suède, aux Pays-Bas et en Inde, pour un effectif total de 712 personnes. Le coût total de ces acquisitions s'élève à 34 millions d'euros. Les frais liés à ces acquisitions constatés au compte de résultat de la période s'élèvent à un million d'euros. Ces sociétés sont consolidées par intégration globale. Les écarts d'acquisition en résultant s'élèvent à 34 millions d'euros.

Exercice de l'option d'achat sur Capgemini Business Services (India) Ltd.

Le 25 mars 2010, le Groupe a complété l'acquisition de la société Capgemini Business Services (India) Ltd., détenue à 51 % depuis le 11 octobre 2006, en exerçant son option d'achat sur les 49 % restants détenus par Hindustan Lever Limited (groupe Unilever) pour un montant total de 15 millions d'euros, incluant un complément de prix de 5 millions d'euros. Cette société étant consolidée par intégration globale depuis l'acquisition de 51 % de son capital en 2006 du fait de l'existence de cette option d'achat, l'acquisition des 49 % résiduels ne modifie pas la valeur de l'écart d'acquisition et n'a pas d'impact sur le compte de résultat.

Contribution des acquisitions de l'exercice 2010

La contribution de l'ensemble des sociétés acquises au cours de l'exercice 2010 au chiffre d'affaires du Groupe est de 184 millions

d'euros, dont 120 millions d'euros pour CPM Braxis (estimée à 534 millions d'euros si les dates d'acquisition avaient été le 1^{er} janvier 2010, dont 426 millions d'euros pour CPM Braxis).

Leur contribution à la marge opérationnelle du Groupe en 2010 est de 3 millions d'euros, dont 4 millions d'euros attribuables à CPM Braxis (estimée à (10) millions d'euros si les dates d'acquisition avaient été le 1^{er} janvier 2010, dont (10) millions d'euros pour CPM Braxis).

Leur contribution au résultat net du Groupe en 2010 est de (8) millions d'euros, dont (3) millions d'euros pour CPM Braxis (estimée à (45) millions d'euros si les dates d'acquisition avaient été le 1^{er} janvier 2010, dont (40) millions d'euros pour CPM Braxis).

Rappel des acquisitions significatives des exercices précédents

BAS B.V.

Le 1^{er} décembre 2008, le Groupe a acquis la société Getronics Pinkroccade Business Application Services B.V. (BAS B.V.) qui comptait 2 200 collaborateurs et qui est consolidée depuis cette date par intégration globale. Le coût total d'acquisition a été de 259 millions d'euros.

NOTE 3 – CHIFFRE D'AFFAIRES

en millions d'euros	2008		2009		2010	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Amérique du Nord	1 668	19	1 590	19	1 665	19
France	2 077	24	1 949	23	1 931	22
Royaume-Uni et Irlande	1 922	22	1 852	22	1 912	22
Benelux	1 303	15	1 397	17	1 314	16
Europe du Sud et Amérique Latine	449	5	434	5	599	7
Pays nordiques	578	7	488	6	543	6
Allemagne et Europe Centrale	592	7	531	6	534	6
Asie Pacifique	121	1	130	2	199	2
CHIFFRE D'AFFAIRES	8 710	100	8 371	100	8 697	100

La variation du chiffre d'affaires de l'exercice 2010 par rapport à 2009 est de 3,9 % à taux de change et périmètre courants et de -1,1 % à taux de change et périmètre constants.

NOTE 4 – CHARGES OPÉRATIONNELLES PAR NATURE

en millions d'euros	2008		2009		2010	
	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires
Charges de personnel	4 940	56,7	4 851	58,0	5 193	59,7
Frais de déplacements	389	4,5	330	3,9	370	4,2
	5 329	61,2	5 181	61,9	5 563	63,9
Achats et frais de sous-traitance	2 138	24,6	2 082	24,9	2 042	23,5
Loyers et taxes locales	286	3,3	304	3,6	282	3,2
Dotations aux amortissements, provisions et résultat de cessions d'immobilisations	213	2,4	209	2,5	223	2,6
CHARGES OPÉRATIONNELLES	7 966	91,5	7 776	92,9	8 110	93,2

Analyse des charges de personnel

en millions d'euros	Note	2008	2009	2010
Traitements et salaires		3 958	3 871	4 138
Charges sociales		931	945	1 008
Charges de retraites - régimes à prestations définies et autres avantages postérieurs à l'emploi	20	51	35	47
CHARGES DE PERSONNEL		4 940	4 851	5 193

NOTE 5 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

en millions d'euros	Notes	2008	2009	2010
Coûts de restructuration		(103)	(213)	(71)
Dont Réduction des effectifs		(68)	(151)	(44)
Dont Rationalisation des actifs immobiliers		(21)	(52)	(19)
Dont Rightshoring		(14)	(10)	(8)
Coûts d'intégration des sociétés acquises		(7)	(16)	(11)
Coûts liés aux acquisitions	2	na	na	(4)
Charges liées aux souscriptions d'actions, aux attributions d'actions et d'options de souscription d'actions	9	(22)	(19)	(16)
Dépréciation des écarts d'acquisition	12	(18)	(12)	-
Autres produits opérationnels		20	7	6
Autres charges opérationnelles		(28)	(9)	(2)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS		(158)	(262)	(98)

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration 2010 sont sensiblement inférieurs à ceux encourus en 2009 où la conjoncture économique avait nécessité d'importantes mesures de réduction d'effectifs et de rationalisation des actifs immobiliers, notamment aux Pays-Bas.

Coûts d'intégration des sociétés acquises

En 2010, ces coûts concernent l'intégration définitive des activités de la société BAS B.V. acquise fin 2008, ainsi que les coûts d'intégration relatifs aux différentes acquisitions de la période.

En 2009, ces coûts concernaient l'intégration de la société BAS B.V., et en 2008, la finalisation de l'intégration de la société Kanbay.

Autres produits et charges opérationnels

En 2008, les autres produits opérationnels sont essentiellement générés par le transfert de la responsabilité du plan de retraites à prestations définies des salariés canadiens qui ont rejoint le Groupe dans le cadre du contrat Hydro One. Par ailleurs les autres charges opérationnelles résultent essentiellement de la fermeture à l'acquisition de droits futurs du principal plan de retraites à prestations définies de Capgemini UK Plc. et de la rupture anticipée du contrat d'infogérance signé avec TXU.

NOTE 6 – RÉSULTAT FINANCIER

en millions d'euros

	Notes	2008	2009	2010
Produits des équivalents de trésorerie et des actifs de gestion de trésorerie		68	22	20
Charges d'intérêt sur les dettes financières		(39)	(31)	(42)
Coût de l'endettement financier au taux d'intérêt nominal		29	(9)	(22)
Effet du coût amorti sur les dettes financières		(27)	(34)	(32)
Coût de l'endettement financier au taux d'intérêt effectif		2	(43)	(54)
Charge d'intérêt nette sur régimes de retraites à prestations définies	20	(19)	(42)	(28)
Gains (pertes) de change sur opérations financières	19	49	(66)	2
Instruments dérivés sur risques de change sur opérations financières	19	(48)	63	(2)
Instruments dérivés sur risques de taux d'intérêt	19	5	(2)	-
Autres		(8)	(3)	(5)
Autres produits et charges financiers		(21)	(50)	(33)
<i>Dont charges financières</i>		(107)	(125)	(55)
<i>Dont produits financiers</i>		86	75	22
RÉSULTAT FINANCIER		(19)	(93)	(87)

Les charges d'intérêt sur les dettes financières comprennent :

- les coupons des emprunts Obligataires Convertibles ou Echangeables en Actions Nouvelles ou Existantes OCEANE 2005 et OCEANE 2009 pour 24 millions d'euros,
- les charges financières liées aux contrats de location-financement pour 8 millions d'euros (principalement au Royaume-Uni, en France et au Canada),
- les charges d'intérêts sur dettes auprès d'établissement financiers pour 10 millions d'euros (principalement chez CPM Braxis).

La diminution des produits d'équivalents de trésorerie et des actifs de gestion de trésorerie, principalement constatée chez Cap Gemini S.A., s'explique par la baisse significative des taux de

rendement de la trésorerie placée au cours de l'exercice 2010. Le rendement moyen de la trésorerie placée chez Cap Gemini S.A. ressort à 0,9 % en 2010 contre 1,3 % en 2009.

Dans les autres produits et charges financiers, les instruments dérivés sur risques de change sur opérations financières concernent principalement les variations de juste valeur de swaps de change en couverture d'un prêt intra-groupe consenti par Capgemini UK Plc. à Cap Gemini S.A. et d'un prêt intra-groupe consenti par Cap Gemini S.A. à Capgemini North America Inc.

L'évolution de la charge d'intérêt nette sur régimes de retraites à prestations définies est détaillée en Note 20 – Provisions pour retraites et engagements assimilés.

NOTE 7 – CHARGE D'IMPÔT

<i>en millions d'euros</i>	Note	2008	2009	2010
Impôts courants		(87)	(24)	(71)
Impôts différés	13	(29)	(37)	(53)
CHARGE D'IMPÔT		(116)	(61)	(124)

En 2010, la charge d'impôts courants comprend la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), nouvelle taxe instaurée en France par la loi de finances pour 2010, pour un montant de 25 millions d'euros.

Le rapprochement entre le taux d'imposition applicable en France et le taux effectif d'impôt s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Note	2008		2009		2010	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
Résultat avant impôt		567		240		402	
Taux d'imposition en France (%)		34,4		34,4		34,4	
Charge d'impôt théorique		(195)	34,4	(83)	34,4	(138)	34,4
Différences de taux d'imposition entre pays		18	(3,1)	7	(2,9)	9	(2,3)
Éléments de rapprochement avec le taux effectif :							
Impôts différés actifs non reconnus sur différences temporelles et déficits reportables de l'exercice		8	(1,4)	1	(0,6)	(9)	2,3
Effet lié à la réévaluation de l'impôt différé actif généré en France	13	45	(7,9)	-	-	-	-
Reconnaissance nette d'impôts différés actifs sur différences temporelles et déficits reportables nés au cours d'exercices antérieurs		42	(7,4)	16	(6,5)	24	(6,1)
Résultats imputés sur déficits reportables préalablement non reconnus		2	(0,4)	3	(1,3)	6	(1,5)
Ajustements des périodes antérieures		1	(0,2)	29	(12,1)	9	(2,3)
Impôts forfaitaires		(15)	2,6	(13)	5,1	(38)	9,3
Différences permanentes et autres éléments		(22)	3,9	(21)	9,4	13	(2,9)
CHARGE D'IMPÔT RÉEL		(116)	20,5	(61)	25,5	(124)	30,9
Taux effectif d'impôt (%)		20,5		25,5		30,9	

NOTE 8 – RÉSULTAT PAR ACTION

Résultat de base par action

	2008	2009	2010
Résultat net part du Groupe (en millions d'euros)	451	178	280
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	143 424 188	145 153 387	152 979 307
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (EN EUROS)	3,14	1,23	1,83

L'augmentation du nombre moyen d'actions entre 2009 et 2010 est liée principalement au plan d'actionnariat salarié @ESOP de décembre 2009 et aux émissions d'actions liées à l'exercice des options de souscription d'actions détenues par les membres du personnel.

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action tient compte des instruments dilutifs en circulation à la clôture de l'exercice. Le cours moyen de l'action pour l'exercice 2010 a été de 35,78 euros.

Au 31 décembre 2010, les instruments dilutifs inclus dans le calcul ci-dessous comprennent :

- les actions qui font partie des plans d'attribution d'actions de performance 2009 et 2010, et qui ne sont pas assorties d'une condition de performance,
- les actions de performance assorties d'une condition de marché du Plan 2009. Etant donné qu'au 31 décembre 2010, la performance de l'action Cap Gemini depuis la date d'attribution est comprise entre 96 % et 97 % de la performance du panier de référence, il y aurait 355 320 actions de performance attribuées au 31 décembre si la période de mesure de la performance s'achevait à cette date,
- les obligations convertibles émises le 16 juin 2005 (OCEANE 2005), soit 11 810 809 obligations, car la charge d'intérêt comptabilisée, nette d'impôts, soit 14 millions d'euros, est inférieure pour chaque obligation au résultat de base par action. Il est rappelé que ces obligations sont convertibles à tout moment et au plus tard le septième jour ouvré précédent le

1^{er} janvier 2012, date à laquelle elles sont remboursables au prix de 41,90 euros par obligation, soit 113,2 % de leur valeur nominale,

- les obligations convertibles émises le 20 avril 2009 (OCEANE 2009), soit 16 911 765 obligations, car la charge d'intérêt comptabilisée, nette d'impôts, soit 23 millions d'euros, est inférieure pour chaque obligation au résultat de base par action. Il est rappelé que ces obligations sont convertibles à tout moment et au plus tard le septième jour ouvré précédent le 1^{er} janvier 2014, date à laquelle elles sont remboursables au pair.

En revanche, sont considérés comme non dilutifs :

- les actions de performance assorties d'une condition de marché du Plan 2010. Etant donné qu'au 31 décembre 2010, la performance de l'action Cap Gemini depuis la date d'attribution est inférieure à 90 % de la performance du panier de référence, il n'y aurait pas d'action de performance attribuée au 31 décembre si la période de mesure de la performance s'achevait à cette date,
- les options de souscription d'actions détenues par les membres du personnel, considérées comme non dilutives car le cours moyen des actions ordinaires pendant la période est inférieur au prix d'exercice des options de souscription d'actions augmenté de leur juste valeur,
- les Bons de Souscription ou d'Acquisition d'Actions Remboursables, car le prix d'exercice de 34 euros augmenté de la prime d'émission de 3,22 euros excède le cours moyen de marché de l'action Cap Gemini sur l'exercice 2010.

en millions d'euros

	2008	2009	2010
Résultat part du Groupe	451	178	280
Charge d'intérêt sur l'emprunt obligataire convertible OCEANE 2005 (nette d'impôts)	13	14	37
Résultat part du Groupe dilué	464	192	317
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	143 424 188	145 153 387	152 979 307
Prise en compte des :			
obligations convertibles OCEANE 2005 (nombre moyen pondéré)	11 810 809	11 810 809	11 810 809
obligations convertibles OCEANE 2009 (nombre moyen pondéré)	-	-	16 911 765
options de souscription d'actions détenues par le personnel	1 231 782	36 428	-
actions de performances pouvant être exercées	-	64 750	537 320
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)	156 466 779	157 065 374	182 239 201
Résultat dilué par action (en euros)	2,97	1,22	1,74

NOTE 9 – CAPITAUX PROPRES

Instruments de motivation et actionnariat salarié

Plans d'options de souscription d'actions

L'Assemblée Générale des actionnaires a autorisé, le 23 mai 2000 et le 12 mai 2005, le Conseil d'Administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai respectif de cinq ans pour le plan du 23 mai 2000 (plan 2000) et de 38 mois pour le plan du 12 mai 2005 (plan 2005), des options donnant droit à la souscription d'actions.

Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou de régler les options en numéraire.

Il est rappelé que dans l'hypothèse d'une publication par Euronext d'un avis de recevabilité d'une Offre Publique visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote de la Société, les titulaires d'options de souscription pourront, s'ils le souhaitent, lever aussitôt la totalité des options qui leur ont été consenties (ou le solde en cas de levée(s) partielle(s) déjà effectuée(s)).

Les principales caractéristiques de ces plans et les bases de calcul sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	Plan 2000	Plan 2005	Total
Date de l'Assemblée	23 mai 2000	12 mai 2005	
Nombre total d'options pouvant être consenties	12 000 000	6 000 000	
Date des premières attributions au titre de ce plan	1 ^{er} septembre 2000	1 ^{er} octobre 2005	
Délai d'exercice des options à compter de leur date d'attribution (sur la base de tranches progressives)	6 ans puis 5 ans à compter du 1 ^{er} octobre 2001	5 ans	
Prix de souscription en % de la moyenne des vingt séances de bourses précédant l'octroi	80 % puis 100 % à compter du 1 ^{er} octobre 2001	100 %	
Prix de souscription (par action et en euros) des différentes attributions en vigueur :			
<i>Plus bas</i>	<i>Plan clôturé</i>	30,00	
<i>Plus haut</i>		55,00	
Nombre d'actions au 31 décembre 2009 pouvant être souscrites sur des options précédemment consenties et non encore exercées	507 037	5 039 645	5 546 682
Nombre de nouvelles options consenties au cours de l'exercice	Plan terminé	Plan terminé ⁽¹⁾	
Nombre d'options forcloses ou annulées en 2010	23 922	447 294	471 216
Nombre d'options exercées en 2010	483 115 ⁽²⁾	1 109 851 ⁽³⁾	1 592 966
Nombre d'actions au 31 décembre 2010 pouvant être souscrites sur des options précédemment consenties et non encore exercées	-	3 482 500 ⁽⁴⁾	3 482 500
Durée de vie moyenne pondérée résiduelle (en années)	Plan terminé	1,31	

(1) Dernière attribution faite le 1er juin 2008 au prix de 40,5 euros.

(2) Au 31 décembre 2010, 483 115 options de souscriptions d'actions ont été levées au titre de l'attribution faite à 27 euros.

(3) Au titre de l'attribution faite à 30 euros désormais close.

(4) Soit 1 553 000 actions au prix de 43 euros, 165 000 actions au prix de 55 euros, 1 593 500 au prix de 44 euros et 171 000 au prix de 40,5 euros.

Synthèse	Plan 2000	Plan 2005				
		1 ^{er} avril 2005	1 ^{er} octobre 2005	1 ^{er} octobre 2006	1 ^{er} avril 2007	1 ^{er} octobre 2007
Dates des attributions	1 ^{er} avril 2005	1 ^{er} octobre 2005	1 ^{er} octobre 2006	1 ^{er} avril 2007	1 ^{er} octobre 2007	1 ^{er} juin 2008
Nombres d'actions attribuées à l'origine	1 623 000	1 915 500	2 067 000	400 000	1 932 500	219 000
<i>Dont à des dirigeants mandataires sociaux</i>	-	50 000	50 000	-	-	-
Prix de souscription (par action et en euros) des différentes attributions en vigueur	27	30	43	55	44	40,5
Prix de l'action à la date d'attribution	27,06	32,59	41,84	57,00	42,98	43,37
Nombre d'actions souscrites au 31 décembre 2010	1 098 777	1 295 306	1 100	-	-	-
Principales conditions de marché à la date d'attribution :						
<i>Volatilité</i>	32,4-33,8 %	27,4-29,4 %	32,4-35,9 %	31,7-32,7 %	34,8-35,7 %	41,2-42,3 %
<i>Durée de vie moyenne d'exercice de l'option (années)</i>	3-4,25	3-4,25	3-4,25	3-4,25	3-4,25	3-4,25
<i>Taux d'intérêt sans risque</i>	2,2-2,9 %	2,3-2,7 %	3,5-3,6 %	4,1-4,2 %	4,1 %	4,3-4,4 %
<i>Taux de dividendes attendu</i>	1 %	1 %	1 %	1,5 %	1,5 %	2,3 %
Conditions hors marché :						
<i>Présence effective à la date d'exercice</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>
<i>Autres</i>	<i>non</i>	<i>non</i>	<i>non</i>	<i>non</i>	<i>non</i>	<i>non</i>
Modèle de valorisation utilisé pour déterminer la juste valeur des options		Modèle Black & Scholes				
Fourchette des justes valeurs en euros	6,2-7,8	7,6-9,4	10,7-11,7	14,5-17,1	10,6-12,6	13,5-15,3
Nombre d'actions au 31 décembre 2010 pouvant être souscrites sur des options précédemment consenties et non encore exercées	-	-	1 553 000	165 000	1 593 500	171 000

Incidence sur les états financiers

La charge reconnue en 2010 en « Autres charges opérationnelles » s'élève à 6 millions d'euros. Le montant global restant à amortir entre 2011 et 2012 au titre des attributions actives s'élève à 2 millions d'euros.

Plan d'attribution d'actions de performance

L'Assemblée Générale des actionnaires a autorisé, le 17 avril 2008 puis le 30 avril 2009, le Conseil d'Administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai maximum respectivement de 12 mois et de 18 mois, des actions sous conditions de performance et de présence. Le 5 mars 2009 puis le 15 septembre 2010, le Conseil d'Administration a arrêté les modalités et la liste des personnes bénéficiaires du premier puis du deuxième plan.

Les principales caractéristiques de ces plans sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Présentation de synthèse	Plan 2009	Dont mandataires sociaux	Plan 2010	Dont mandataires sociaux
Date de l'Assemblée	17 avril 2008		30 avril 2009	
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	1 % du capital à la date de la décision du Conseil d'Administration soit 1 458 860 actions au maximum		1 % du capital à la date de la décision du Conseil d'Administration soit 1 557 703 actions au maximum	
Nombre total d'actions attribuées	1 148 250 ⁽¹⁾		1 555 000	
Date de la décision du Conseil d'Administration	5 mars 2009		1 ^{er} octobre 2010	
Période d'évaluation de la mesure de la performance	Au terme de la première année et au terme de la seconde année suivant la date d'attribution		Au terme de la première année et au terme de la seconde année suivant la date d'attribution	
Durée de la période d'acquisition au terme de laquelle l'attribution est définitive	2 ans à compter de la date d'attribution (France) ou 4 ans (international)		2 ans à compter de la date d'attribution (France) ou 4 ans (international)	
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'acquisition définitive (France uniquement)	2 ans, ou 5 ans en cas de départ du Groupe dans les deux années suivant l'acquisition définitive		2 ans, ou 5 ans en cas de départ du Groupe dans les deux années suivant l'acquisition définitive	
Nombre d'actions sous conditions de performance et de présence attribuées au cours de l'exercice	-	50 000 ⁽²⁾	1 555 000 ⁽⁴⁾	- ⁽⁶⁾
Nombre d'actions forcloses ou annulées au cours de l'exercice	63 750		3 000	
Nombre d'actions au 31 décembre 2010 pouvant être définitivement attribuées sur des actions précédemment consenties sous réserve de la réalisation des conditions fixées (performance et présence)	1 046 000 ⁽³⁾	50 000	1 552 000 ⁽⁵⁾	
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	23,30		37,16	
Principaux paramètres de marché à la date d'attribution :				
<i>Volatilité</i>	42,7 %		42,8 %	
<i>Taux d'intérêt sans risque</i>	1,4 %		1,67 %	
<i>Taux de dividendes attendus</i>	3,0 %		3,0 %	
Autres conditions :				
<i>Condition de performance</i>	Oui (cf. détail ci-après)		Oui (cf. détail ci-après)	
<i>Présence effective à la date d'acquisition</i>	Oui		Oui	
Modèle de valorisation utilisé pour déterminer la juste valeur des actions	- Monte Carlo pour actions de performance - Black & Scholes pour actions attribuées gratuitement		- Monte Carlo pour actions de performance avec conditions externes (de marché) - Black & Scholes pour actions attribuées sans condition ou avec conditions de performance internes	
Fourchette des justes valeurs en euros :				
<i>Actions attribuées gratuitement (par action et en euros)</i>	20,7 - 21,9	17,53	32,3 - 32,96	
<i>Actions de performance (par action et en euros)</i>	16,5 - 17,53		21,54 - 21,97	

(1) Dont 64 750 actions attribuées sans condition de performance (5,6 % du total) dans le respect de la résolution (autorisation de 15 % maximum).

(2) Actions sous condition de performance uniquement.

(3) Dont 59 000 actions attribuées sans conditions de performance.

(4) Dont 124 000 actions attribuées sans conditions de performance (8 % du total) dans le respect de la résolution (autorisation de 15 % maximum).

(5) Dont 123 000 actions attribuées sans conditions de performance.

(6) Pas d'actions de performance attribuées en 2010.

Modalités relatives à la condition de performance du plan 2009

Le nombre exact d'actions octroyé aux bénéficiaires au terme de la période d'acquisition sera égal au nombre d'actions maximum attribué initialement, multiplié par un pourcentage (compris entre 0 % et 100 %) correspondant à la performance choisie comme instrument de mesure. La performance conditionnant l'octroi définitif des actions est celle réalisée par l'action Cap Gemini pendant les deux premières années, comparée à la performance moyenne, réalisée sur cette même période, par un panier de 10 valeurs cotées représentatives du même secteur d'activité, et appartenant au moins à 5 pays dans lesquels le Groupe a une présence significative.

L'attribution définitive sera fonction de la performance relative de l'action Cap Gemini par rapport à celle du panier de sociétés comparables :

- il n'y aura pas d'attribution si la performance de l'action Cap Gemini pendant la période considérée est inférieure à 90 % de la performance du panier sur cette même période,
- l'attribution définitive :
 - s'élèvera à 60 % de l'attribution initiale si cette performance relative est de 90 %,
 - variera linéairement entre 60 % et 100 % en fonction de l'évolution de la performance et selon un tableau prédéterminé si cette performance relative est comprise entre 90 % et 110 %,
 - s'élèvera à 100 % de l'attribution initiale si cette performance est supérieure ou égale à 110 %.

Modalités relatives à la condition de performance du plan 2010

En conformité avec la recommandation de l'AMF du 8 décembre 2009, relative à l'inclusion d'une performance interne et d'une performance externe dans le cadre d'attribution d'actions de performance, le Conseil d'Administration a décidé d'ajouter à la condition externe initialement prévue une condition interne.

Condition de performance externe :

En ce qui concerne les modalités de calcul de la condition de performance externe, celles-ci sont identiques à celles du premier plan à l'exception des seuils d'attribution qui ont été renforcés par rapport au premier plan et de ce fait :

- il n'y aura pas attribution si la performance de l'action Cap Gemini S.A. pendant la période considérée est inférieure à 90 % de la performance du panier sur cette même période,
- l'attribution définitive :
 - s'élèvera à 40 % de l'attribution initiale si cette performance relative est d'au moins 90 %,
 - s'élèvera à 60 % de l'attribution initiale si cette performance relative est de 100 %,
 - variera linéairement entre 40 % et 60 % et entre 60 % et 100 % de l'attribution initiale en fonction de l'évolution de la performance et selon un tableau prédéterminé si cette performance relative se situe entre 90 % et 100 % d'une part et entre 100 % et 110 % d'autre part,

- s'élèvera à 100 % de l'attribution initiale, si cette performance relative est supérieure ou égale à 110 %.

Dans ces conditions si l'action Cap Gemini performe comme le panier d'actions comparables, l'attribution ne sera que de 60 % des actions possibles contre 80 % dans le premier Plan.

La condition de performance externe compte pour 70 % dans le calcul de l'attribution.

Condition de performance interne :

En ce qui concerne les modalités de calcul de la condition de performance interne, celles-ci reposent sur la progression de la marge opérationnelle audité et publiée de l'année 2011 du Groupe Capgemini par rapport à la marge opérationnelle de l'année 2010 à taux de change et périmètre constants.

Le calcul de la performance se fera une fois les comptes 2011 arrêtés, en comparant le pourcentage de progression de la marge opérationnelle 2011 audité et publiée, par rapport à la marge opérationnelle de l'année 2010 audité et publiée à périmètre et changes constants. En fonction du pourcentage de progression ainsi calculé :

- Il n'y aura aucune attribution au titre de la condition de performance interne, si la progression de la marge opérationnelle ainsi calculée est inférieure à 12 %,
- l'attribution définitive :
 - s'élèvera à 40 % de l'attribution interne initiale si la progression se situe entre 12 % et 13,5 %,
 - s'élèvera à 60 % de l'attribution interne initiale si la progression se situe entre 13,5 % et 15 %,
 - s'élèvera à 100 % de l'attribution interne initiale si la progression est supérieure ou égale à 15 %,

La condition de performance interne compte pour 30 % dans le calcul de l'attribution.

La juste valeur des actions sous condition de performance externe a fait l'objet d'une décote déterminée selon le modèle Monte Carlo ainsi que d'une décote d'incessibilité pour les actions octroyées en France.

La juste valeur des actions sous condition de performance interne est prise en compte selon une hypothèse de réalisation établie à 100 % qui fera l'objet d'un ajustement éventuel en fonction de la réalisation effective ou non de la dite condition, et à laquelle est appliquée une décote d'incessibilité pour les actions octroyées en France.

Incidence sur les états financiers

La charge reconnue en 2010 en « Autres charges opérationnelles » au titre des actions de performance s'élève à 9 millions d'euros (y compris contributions patronales). Le montant global restant à amortir entre 2011 et 2014 au titre de ce plan s'élève à 38 millions d'euros.

Bons de Souscription ou d'Acquisition d'Actions Remboursables (BSAAR) (rappel 2009)

Au cours de l'exercice 2009, 2 999 000 BSAAR ont été souscrits par des salariés et mandataires sociaux du Groupe (au prix de 3,22 euros par BSAAR) générant un produit net de frais d'émission de 9 millions d'euros. La période d'exercice s'étale de la date d'admission des BSAAR sur le marché d'Euronext Paris jusqu'au septième anniversaire de leur date d'émission. La cotation des BSAAR interviendra à compter du 23 juillet 2013. Entre le 23 juillet 2009 et la date d'admission des BSAAR sur le marché d'Euronext Paris, les BSAAR ne sont ni exerçables ni cessibles sauf exceptions prévues au contrat d'émission (notamment en cas d'offre publique sur Cap Gemini S.A.). Cette émission a fait l'objet d'une note d'opération visée par l'AMF en date du 14 mai 2009 sous le N°09-140.

Plan d'actionnariat salarié – @ESOP (rappel 2009)

Le Groupe a mis en œuvre au second semestre 2009 un plan d'actionnariat salarié dénommé @ESOP. Le 16 décembre 2009, le Groupe a émis 5 999 999 actions nouvelles de 8 euros de nominal réservées à ses salariés représentant une augmentation de capital de 164 millions d'euros.

Le coût global de ce plan d'actionnariat salarié en 2009 s'élevait à un million d'euros et résultait d'un mécanisme d'attribution de droits aux plus values d'actions pour les salariés des pays où la mise en place d'un FCPE, n'a pas été possible ou pertinente.

Actions propres et gestion du capital et des risques de marché

Le Groupe ne détient pas d'actions dans le cadre de ses placements et ne détient pas de participation en actions cotées en bourse. En revanche, dans le cadre de son programme de rachat d'actions, Cap Gemini S.A. détient, au 31 décembre 2010 :

- 175 000 de ses propres actions suite à la mise en œuvre d'un contrat de liquidité (dont la ligne de liquidité associée s'élève à 10 millions d'euros), dont le programme de rachat d'actions a fait l'objet d'un descriptif publié le 12 mai 2010,
- 2 000 000 de ses propres actions représentant 1,3 % du capital au 31 décembre 2010 acquises entre le 17 et le 25 janvier 2008, à un cours moyen de 34,48 euros. Ces rachats s'inscrivent dans le cadre de la couverture des instruments donnant accès au capital émis par la Société, et en particulier en vue de la neutralisation partielle de la dilution liée aux instruments de motivation des salariés du Groupe.

Au 31 décembre 2010, la valeur des actions propres portée en déduction des capitaux propres consolidés de l'exercice s'élève à 81 millions d'euros.

Eu égard au nombre limité d'actions auto-détenues, le Groupe n'est pas exposé à un risque action significatif. Par ailleurs, la valeur des actions auto-détenues étant déduite des capitaux propres, les variations du cours de l'action sont sans incidence sur le compte de résultat consolidé.

La gestion du capital du Groupe vise à maintenir une base de capital solide en vue de soutenir le développement continu des affaires, servir un rendement aux actionnaires, et ce, compte tenu d'une politique prudente de recours à l'endettement, avec le ratio d'endettement comme principal indicateur. A noter que le Groupe est en situation de trésorerie nette positive pour les exercices clos le 31 décembre 2010, 2009 et 2008. Pour préserver ou piloter la structure de son capital, le Groupe a la possibilité d'émettre de nouvelles actions, de racheter ses propres actions ou d'ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires.

Risque de change et écarts de conversion des comptes de filiales ayant une devise fonctionnelle différente de l'euro

S'agissant des risques liés à la conversion des comptes en devises des filiales consolidées, les comptes du Groupe peuvent être impactés en particulier par l'évolution de la livre sterling et du dollar américain contre l'euro, le Royaume-Uni et les États-Unis représentant une part importante de l'activité du Groupe (respectivement 22 % et 16 % du revenu consolidé en 2010). L'impact positif sur les réserves de conversion résulte principalement de l'appréciation du dollar américain contre l'euro au cours de l'exercice 2010.

À titre illustratif, une variation de plus ou moins 10 % de la livre sterling aurait pour effet une évolution en valeur du chiffre d'affaires de plus ou moins 2 % et de la marge opérationnelle de plus ou moins 2,5 %. De même, une variation de plus ou moins 10 % du dollar américain aurait pour effet une évolution en valeur du chiffre d'affaires de plus ou moins 1,5 % et de la marge opérationnelle de plus ou moins 1 %.

Le Groupe a pour politique de ne pas couvrir les risques liés à la conversion des comptes en devises des filiales consolidées ayant une devise fonctionnelle différente de l'euro. Les principaux taux de change utilisés pour la préparation des états financiers sont présentés en Note 1 – Principes comptables, B) Conversion des états financiers.

NOTE 10 – ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

en millions d'euros	Notes	Écarts d'acquisition	Relations clients	Licences et logiciels	Autres actifs incorporels	Total
VALEURS BRUTES						
Au 1^{er} janvier 2008		2 599	104	130	161	2 994
Écarts de conversion	9	(89)	1	(15)	(3)	(106)
Acquisitions / Augmentations		-	6	19	1	26
Développements internes		-	-	-	6	6
Cessions / Diminutions		-	-	(5)	(5)	(10)
Regroupements d'entreprises	2	261	29	1	3	294
Autres mouvements		-	-	(1)	(5)	(6)
Au 31 décembre 2008		2 771	140	129	158	3 198
Écarts de conversion	9	27	1	4	1	33
Acquisitions / Augmentations		-	-	16	4	20
Développements internes		-	-	-	6	6
Cessions / Diminutions		-	(5)	(15)	(6)	(26)
Regroupements d'entreprises	2	11	3	-	(1)	13
Autres mouvements		(9)	(8)	(9)	-	(26)
Au 31 décembre 2009		2 800	131	125	162	3 218
Écarts de conversion	9	122	9	7	3	141
Acquisitions / Augmentations		-	-	16	4	20
Développements internes		-	-	-	7	7
Cessions / Diminutions		-	(28)	(4)	(10)	(42)
Regroupements d'entreprises	2	330	52	31	16	429
Autres mouvements		(1)	-	(2)	-	(3)
Au 31 décembre 2010		3 251	164	173	182	3 770
AMORTISSEMENTS						
Au 1^{er} janvier 2008			35	97	82	214
Écarts de conversion	9		-	(12)	(2)	(14)
Dotations			18	19	49	86
Sorties			-	(4)	(3)	(7)
Regroupements d'entreprises	2		-	-	-	-
Autres mouvements			-	1	(2)	(1)
Au 31 décembre 2008			53	101	124	278
Écarts de conversion	9		-	4	-	4
Dotations			17	17	8	42
Sorties			(5)	(14)	(6)	(25)
Regroupements d'entreprises	2		-	-	1	1
Autres mouvements			-	(8)	-	(8)
Au 31 décembre 2009			65	100	127	292
Écarts de conversion	9		3	6	2	11
Dotations			20	18	10	48
Sorties			(28)	(4)	(8)	(40)
Regroupements d'entreprises	2		-	20	9	29
Autres mouvements			-	(1)	-	(1)
Au 31 décembre 2010			60	139	140	339
DÉPRÉCIATIONS						
Au 1^{er} janvier 2008		22	-	4	6	32
Écarts de conversion	9	(2)	-	-	-	(2)
Dotations		24	-	-	2	26
Sorties		-	-	-	-	-
Regroupements d'entreprises	2	-	-	-	-	-
Autres mouvements		1	-	(3)	-	(2)
Au 31 décembre 2008		45	-	1	8	54
Écarts de conversion	9	1	-	-	-	1
Dotations		12	-	-	1	13
Sorties		-	-	-	-	-
Regroupements d'entreprises	2	-	-	-	-	-
Autres mouvements		(8)	-	-	-	(8)
Au 31 décembre 2009		50	-	1	9	60
Écarts de conversion	9	-	-	-	-	-
Dotations		-	-	-	-	-
Sorties		-	-	-	-	-
Regroupements d'entreprises	2	-	-	-	1	1
Autres mouvements		-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2010		50	-	1	10	61
VALEURS NETTES						
AU 31 DÉCEMBRE 2008		2 726	87	27	26	2 866
AU 31 DÉCEMBRE 2009		2 750	66	24	26	2 866
AU 31 DÉCEMBRE 2010		3 201	104	33	32	3 370

Immobilisations incorporelles détenues en location-financement

Valeurs nettes (en millions d'euros)	Note	2008	2009	2010
AU 1^{ER} JANVIER		3	2	3
Écarts de conversion	9	(1)	-	-
Acquisitions / Augmentations		2	1	3
Cessions / Diminutions		(1)	-	-
Dotations aux amortissements		(1)	-	(2)
AU 31 DÉCEMBRE		2	3	4

L'augmentation significative des écarts d'acquisition et des relations clients est liée aux différentes acquisitions de la période présentées en Note 2 – Évolution du périmètre (382 millions d'euros) ainsi qu'aux différences de conversion (128 millions d'euros).

NOTE 11 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>en millions d'euros</i>	Notes	Terrains, constructions et agencements	Matériels informatiques	Autres actifs corporels	Total
VALEURS BRUTES					
Au 1^{er} janvier 2008		447	433	132	1 012
Écarts de conversion	9	(27)	(34)	(9)	(70)
Acquisitions / Augmentations		42	87	16	145
Cessions / Diminutions		(27)	(84)	(7)	(118)
Regroupements d'entreprises	2	5	1	-	6
Autres mouvements		(10)	(10)	(3)	(23)
Au 31 décembre 2008		430	393	129	952
Écarts de conversion	9	7	12	3	22
Acquisitions / Augmentations		41	85	13	139
Cessions / Diminutions		(21)	(98)	(7)	(126)
Regroupements d'entreprises	2	-	-	1	1
Autres mouvements		2	31	(7)	26
Au 31 décembre 2009		459	423	132	1 014
Écarts de conversion	9	14	22	10	46
Acquisitions / Augmentations		66	80	23	169
Cessions / Diminutions		(16)	(105)	(4)	(125)
Regroupements d'entreprises	2	34	89	15	138
Autres mouvements		(23)	(5)	12	(16)
Au 31 décembre 2010		534	504	188	1 226
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS					
Au 1^{er} janvier 2008		201	276	93	570
Écarts de conversion	9	(17)	(21)	(6)	(44)
Dotations		34	82	9	125
Sorties		(25)	(68)	(5)	(98)
Regroupements d'entreprises	2	1	-	-	1
Autres mouvements		(16)	(8)	-	(24)
Au 31 décembre 2008		178	261	91	530
Écarts de conversion	9	4	8	2	14
Dotations		35	75	11	121
Sorties		(17)	(77)	(5)	(99)
Regroupements d'entreprises	2	-	-	1	1
Autres mouvements		-	28	(2)	26
Au 31 décembre 2009		200	295	98	593
Écarts de conversion	9	5	16	5	26
Dotations		41	74	14	129
Sorties		(14)	(94)	(4)	(112)
Regroupements d'entreprises	2	12	82	7	101
Autres mouvements		(14)	(3)	7	(10)
Au 31 décembre 2010		230	370	127	727
VALEURS NETTES					
AU 31 DÉCEMBRE 2008		252	132	38	422
AU 31 DÉCEMBRE 2009		259	128	34	421
AU 31 DÉCEMBRE 2010		304	134	61	499

Immobilisations corporelles détenues en location-financement

Valeurs nettes (en millions d'euros)	Notes	2008	2009	2010
AU 1^{ER} JANVIER		150	140	153
Écarts de conversion	9	(10)	3	3
Acquisitions / Augmentations		40	42	49
Cessions / Diminutions		(9)	(1)	(6)
Dotations aux amortissements et dépréciations		(41)	(38)	(45)
Regroupements d'entreprises	2	-	-	4
Autres mouvements		10	7	(1)
AU 31 DÉCEMBRE		140	153	157

NOTE 12 – TESTS DE DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Dans le cadre du contrôle de la valeur des écarts d'acquisition, un test de dépréciation a été mené au 31 décembre 2010 en application de la procédure mise en place par le Groupe. Cette procédure, s'appuyant principalement sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, consiste en l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque unité générant ses flux propres de trésorerie.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur des unités génératrices de trésorerie sont les suivantes :

- méthode de valorisation de l'unité génératrice de trésorerie : valeur d'utilité,
- nombre d'années sur lequel les flux de trésorerie sont estimés : cinq ans, sur la base des données issues du processus budgétaire pour la première année, des données issues du plan stratégique à trois ans pour les deux années suivantes, et d'une extension de ce même plan pour les années résiduelles,
- taux de croissance à long terme utilisé pour projeter à l'infini les flux de trésorerie de la dernière année estimée : 2,3 % (identique en 2009),
- taux d'actualisation : 9,2 % pour l'Amérique du Nord, 9,3 % pour le Royaume-Uni et 9,6 % pour les autres unités génératrices de trésorerie (respectivement 9,8 %, 10,1 % et 10,2 % en 2009).

Le taux de croissance à long terme et les taux d'actualisation résultent d'une moyenne des estimations d'un échantillon représentatif des bureaux d'analyse financière qui utilisent ces indicateurs pour valoriser le Groupe. En 2010, le Groupe a utilisé les estimations de 11 bureaux d'analystes, dont 10 faisaient partie de la sélection des 12 bureaux d'analystes retenue en 2009. L'évolution des taux d'actualisation résulte de celle des trois composantes utilisées pour le calculer : les taux sans risque, la prime de risque, et à la volatilité du cours de l'action Cap Gemini aux variations de son marché de cotation (« bêta »).

Le résultat de ces tests de dépréciation n'a pas conduit au 31 décembre 2010 à la reconnaissance de perte de valeur. Par ailleurs, une analyse de sensibilité du calcul à une variation conjointe des paramètres clés (taux de marge opérationnelle, taux d'actualisation et taux de croissance à long terme) selon des hypothèses raisonnablement possibles, n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable d'une des unités génératrices de trésorerie deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

Écarts d'acquisition par unité génératrice de trésorerie

Les unités génératrices de trésorerie retenues par le Groupe correspondent à des zones géographiques représentatives des grands marchés du Groupe, axes principaux de développement et d'investissement stratégiques.

en millions d'euros	31 décembre 2008			31 décembre 2009			31 décembre 2010		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette comptable	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette comptable	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette comptable
Amérique du Nord	530	(6)	524	528	(6)	522	599	(6)	593
Benelux	778	(12)	766	781	(12)	769	796	(12)	784
France	638	(1)	637	644	(1)	643	658	(1)	657
Royaume-Uni et Irlande	436	(7)	429	453	-	453	515	-	515
Europe du Sud et Amérique Latine	33	-	33	33	-	33	270	-	270
Pays nordiques	125	-	125	130	-	130	158	-	158
Allemagne et Europe Centrale	210	(19)	191	206	(31)	175	214	(31)	183
Asie Pacifique	21	-	21	25	-	25	41	-	41
ÉCARTS D'ACQUISITION	2 771	(45)	2 726	2 800	(50)	2 750	3 251	(50)	3 201

NOTE 13 – IMPÔTS DIFFÉRÉS

Impôts différés reconnus

Variation des impôts différés actifs

en millions d'euros	Notes	Déficits fiscaux reportables	Apport des activités conseil d'Ernst & Young	Provisions pour retraites et engagements assimilés	Autres différences temporelles déductibles	Total impôts différés actifs
AU 1^{ER} JANVIER 2008		601	112	116	78	907
Écarts de conversion	9	(6)	3	(28)	-	(31)
Charge d'impôts différés constatée en compte de résultat	7	(4)	-	(6)	(21)	(31)
Charge d'impôts différés constatée en capitaux propres		-	-	16	2	18
AU 31 DÉCEMBRE 2008		591	115	98	59	863
Regroupements d'entreprises		-	-	-	23	23
Écarts de conversion	9	1	-	8	3	12
Charge d'impôts différés constatée en compte de résultat	7	(55)	-	(4)	11	(48)
Charge d'impôts différés constatée en capitaux propres		-	-	39	(2)	37
AU 31 DÉCEMBRE 2009		537	115	141	94	887
Regroupements d'entreprises		7	-	-	1	8
Écarts de conversion	9	3	8	8	4	23
Charge d'impôts différés constatée en compte de résultat	7	(45)	-	(9)	2	(52)
Charge d'impôts différés constatée en capitaux propres		-	-	26	(1)	25
AU 31 DÉCEMBRE 2010		502	123	166	100	891

Variation des impôts différés passifs

<i>en millions d'euros</i>	Notes	Écarts d'acquisition fiscalement déductibles	Relations clients issues de regroupements d'entreprises	Coût amorti des OCEANE	Autres différences temporelles imposables	Total impôts différés passifs
AU 1^{ER} JANVIER 2008		47	26	16	49	138
Regroupements d'entreprises		-	1	-	-	1
Écarts de conversion	9	-	-	-	-	-
Charge d'impôts différés constatée en compte de résultat	7	(2)	(2)	(5)	7	(2)
Charge d'impôts différés constatée en capitaux propres		-	-	-	1	1
AU 31 DÉCEMBRE 2008		45	25	11	57	138
Regroupements d'entreprises		-	4	-	-	4
Écarts de conversion	9	-	-	-	2	2
Charge d'impôts différés constatée en compte de résultat	7	4	(9)	(11)	5	(11)
Charge d'impôts différés constatée en capitaux propres		-	-	20	-	20
AU 31 DÉCEMBRE 2009		49	20	20	64	153
Regroupements d'entreprises		-	17	-	1	18
Écarts de conversion	9	2	1	-	4	7
Impôts différés constatés en compte de résultat	7	-	(5)	(9)	15	1
Impôts différés constatés en capitaux propres		-	-	-	(1)	(1)
AU 31 DÉCEMBRE 2010		51	33	11	83	178

Impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables (hors États-Unis)

Les déficits fiscaux reportables reconnus (hors États-Unis) s'élèvent au 31 décembre 2010 à 502 millions d'euros. Ils incluent 438 millions d'euros dans le cadre de l'intégration fiscale en France (489 millions d'euros au 31 décembre 2009). Ces déficits fiscaux reportables sont reconnus compte tenu de la disponibilité de résultats imposables futurs suffisants dans un horizon raisonnable.

Impôts différés actifs sur l'apport des activités conseil d'Ernst & Young aux États-Unis

L'apport en 2000 des activités conseil américaines d'Ernst & Young permet au Groupe d'amortir fiscalement sur 15 ans la

différence entre le prix d'acquisition de ces activités et la valeur fiscale des actifs et passifs acquis (soit 3 017 millions d'euros au 31 décembre 2010), ce qui représente une économie d'impôt au taux actuel d'impôt de 1 176 millions d'euros. Au cours des derniers exercices, cet amortissement est venu augmenter les déficits fiscaux ordinaires, lesquels sont reportables sur une durée de 20 ans.

La valeur de l'actif d'impôt différé reconnu s'élève à 123 millions d'euros (164 millions de dollars américains) et est évaluée en tenant compte d'une estimation des résultats imposables des activités américaines du Groupe, sur la base de taux de croissance et de rentabilité et un horizon de temps jugés raisonnables.

Impôts différés actifs non reconnus

Au 31 décembre (*en millions d'euros*)

	2008	2009	2010
Impôts différés sur déficits fiscaux reportables	267	233	318
Impôts différés sur l'apport des activités conseil d'Ernst & Young	975	971	1 053
Impôts différés sur différences temporelles déductibles	138	146	135
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS NON RECONNUS	1 380	1 350	1 506

Échéancier des déficits fiscaux reportables (en base)

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2008		2009		2010	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
n+1	79	2	9	-	11	-
n+2	31	1	14	1	11	-
n+3	16	-	7	-	5	-
n+4	7	-	5	-	7	-
n+5	11	-	10	-	30	1
Plus de 5 ans	3 964	97	4 086	99	4 544	99
DÉFICITS FISCAUX REPORTABLES (EN BASE)	4 108	100	4 131	100	4 608	100

Il convient de noter que les déficits fiscaux reportables ne comprennent pas les amortissements futurs fiscalement déductibles relatifs à l'écart d'acquisition des activités conseil d'Ernst & Young s'élevant à 841 millions d'euros au 31 décembre 2010.

NOTE 14 – AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Notes	2008	2009	2010
Titres de sociétés mises en équivalence		21	16	-
Titres de sociétés non consolidées		2	1	1
Dépôts, créances et investissements à long terme		43	58	88
Instruments dérivés	19	1	3	5
Excédents de couverture sur régimes de retraites	20	5	21	3
Divers		19	13	18
AUTRES ACTIFS NON COURANTS		91	112	115

Le 15 juin 2010, le Groupe a procédé à l'acquisition de 51,17 % de Strategic Systems Solutions (SSS) Holdings Corporation Ltd. en complément des 48,83 % déjà détenus au travers de l'acquisition de Kanbay International Inc. en 2007 et reconnus depuis cette date en titres de sociétés mises en équivalence. Depuis le 30 juin 2010, cette société est consolidée par intégration globale (cf. Note 2 – Evolution du périmètre).

Les dépôts et autres créances à long terme comprennent principalement des dépôts et cautionnements relatifs aux locations et des prêts « aides à la construction » en France, auxquels viennent s'ajouter au 31 décembre 2010 des dépôts judiciaires en garantie de litiges sociaux et fiscaux chez CPM Braxis pour 17 millions d'euros.

NOTE 15 – CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2008	2009	2010
Clients	1 590	1 326	1 447
Provisions pour créances douteuses	(14)	(30)	(14)
Factures à émettre	745	677	821
Clients et comptes rattachés hors coûts capitalisés sur projets	2 321	1 973	2 254
Coûts capitalisés sur projets	75	94	117
CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	2 396	2 067	2 371

Le total des créances clients et factures à émettre, nettes des acomptes clients et produits constatés d'avance, en nombre de jours de chiffre d'affaires annuel, s'analyse comme suit :

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2008	2009	2010
Clients et comptes rattachés hors coûts capitalisés sur projets	2 321	1 973	2 254
Acomptes clients et produits constatés d'avance	(639)	(567)	(576)
CRÉANCES CLIENTS NETTES DES ACOMPTES CLIENTS ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	1 682	1 406	1 678
En nombre de jours de chiffre d'affaires annuel ⁽¹⁾	67	60	66

(1) En 2008 et 2010 ce ratio est ajusté afin de neutraliser l'effet des entrées de périmètre.

Antériorité des créances clients

Le faible taux de créances douteuses (1 % au 31 décembre 2010) s'explique par le fait que l'essentiel de la facturation implique l'acceptation par le client des travaux réalisés.

Au 31 décembre 2010, le montant des créances clients pour lesquelles la date d'échéance de paiement est dépassée s'élève à 377 millions d'euros représentant 26,3 % des créances clients nettes et se détaille comme suit :

en millions d'euros	< 30 jours	> 30 jours et < 90 jours	> 90 jours
Créances clients nettes	199	107	71
En pourcentage du poste clients nets de provisions	13,9 %	7,5 %	4,9 %

Les créances pour lesquelles la date d'échéance de paiement est dépassée concernent des comptes clients qui font l'objet d'analyses et de suivis spécifiques.

Risque de crédit

Le plus gros client du Groupe, qui est un organisme public britannique de premier rang, représente environ 10 % du chiffre d'affaires du Groupe (11 % en 2009 et 2008), le second seulement 2 %. Les 10 premiers clients représentent ensemble 23 % du chiffre d'affaires du Groupe et les 30 premiers 37 %. La solvabilité de ces grands clients et la grande dispersion des autres limitent les risques de crédit. Les activités des clients

du Groupe peuvent être affectées par leur environnement économique ainsi que les créances correspondantes par voie de conséquence, mais le Groupe estime qu'aucun de ses clients, aucun des secteurs d'activité ni aucune des zones géographiques où il opère ne présente un risque d'irrecouvrabilité susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière d'ensemble du Groupe.

NOTE 16 – AUTRES CRÉANCES COURANTES

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Note	2008	2009	2010
Organismes sociaux et taxes		62	79	126
Charges constatées d'avance		108	106	119
Instruments dérivés	19	2	7	22
Divers		12	11	39
AUTRES CRÉANCES COURANTES		184	203	306

Au 31 décembre 2010, les « Organismes sociaux et taxes » comprennent 37 millions d'euros relatifs à CPM Braxis concernant diverses taxes (29 millions d'euros) ainsi qu'une créance résultant de l'issue favorable de litiges fiscaux (8 millions d'euros).

NOTE 17 – TRÉSORERIE NETTE

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Notes	2008	2009	2010
Actifs de gestion de trésorerie		-	-	71
Placements à court terme		1 290	2 109	1 912
Banques		578	494	393
Instruments dérivés actifs (passifs) sur éléments de trésorerie	19	(61)	1	8
Découverts bancaires (passif)		(2)	(7)	(6)
Trésorerie	18	1 805	2 597	2 307
Emprunts obligataires convertibles (OCEANE)		(891)	(969)	(1 001)
Dettes liées aux contrats de location-financement		(85)	(87)	(88)
Dettes bancaires ou assimilées		-	-	(8)
Autres dettes financières		(11)	(1)	(5)
Dettes financières à long terme		(987)	(1 057)	(1 102)
Emprunts obligataires convertibles (OCEANE)		(8)	(211)	(24)
Dettes liées aux contrats de location-financement		(34)	(42)	(51)
Dettes bancaires ou assimilées		(3)	(8)	(85)
Autres dettes financières		-	(10)	(44)
Dettes financières à court terme		(45)	(271)	(204)
Dettes financières		(1 032)	(1 328)	(1 306)
Instruments dérivés sur dettes financières	19	1	-	(9)
TRÉSORERIE NETTE		774	1 269	1 063

Actifs de gestion de trésorerie

En 2010, Cap Gemini S.A. a investi dans le cadre de sa gestion de trésorerie dans des contrats de capitalisation présentés dans la rubrique « Actifs de gestion de trésorerie » (cf. Note 1 – Principes comptables, M) Trésorerie et trésorerie nette). Ces contrats sont résiliables par la Société à tout moment sans pénalités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2010, les équivalents de trésorerie sont principalement composés de fonds communs de placement, de SICAV, de certificats de dépôts, de billets de trésorerie et de dépôts à terme bancaires.

Les instruments dérivés attachés aux éléments de trésorerie représentent une créance de 8 millions d'euros au 31 décembre 2010 correspondant à la juste valeur des instruments de couverture dans le cadre de l'activité de financement intra-groupe chez Cap Gemini S.A. Cette créance est incluse dans l'état de la situation financière consolidée en « Autres créances courante » (contre une créance d'un million d'euros au 31 décembre 2009).

Dettes financières

Emprunts obligataires convertibles (OCEANE)

OCEANE 2009

Le 8 avril 2009, Cap Gemini S.A. a procédé au lancement d'un emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes ayant pour date de jouissance le 20 avril 2009 et pour échéance le 1er janvier 2014 (OCEANE 2009).

Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 575 millions d'euros et il est représenté par 16 911 765 obligations d'une valeur nominale unitaire de 34 euros, faisant ressortir une prime d'émission de 35 % par rapport au cours de référence de l'action de la Société. Les obligations portent intérêt au taux nominal annuel de 3,5 %. Elles sont convertibles à tout moment à compter du 20 avril 2009, et remboursables au pair le 1^{er} janvier 2014 en cas de non conversion. Les conditions et modalités de cet emprunt sont détaillées dans la note d'opération ayant obtenu le visa de l'AMF n°09-084 en date du 8 avril 2009.

OCEANE 2005

Le 16 juin 2005, Cap Gemini S.A. a procédé à l'émission d'un Emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes, ayant pour date de jouissance le 24 juin 2005 et pour échéance le 1er janvier 2012 (OCEANE 2005).

Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 437 millions d'euros et il est représenté par 11 810 810 obligations d'une valeur nominale unitaire de 37 euros. Les obligations portent intérêt au taux nominal annuel de 1 %. Elles sont convertibles à tout moment à compter du 24 juin 2005 et remboursables au prix de 41,90 euros par obligation, soit environ 113,2 % de la valeur nominale unitaire, le 1^{er} janvier 2012 en cas de non conversion. Les conditions et modalités de cet emprunt sont détaillées dans la note d'opération ayant obtenu le visa de l'AMF n°05-564 en date du 16 juin 2005.

Incidence des OCEANE sur les états financiers

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Note	2008		2009		2010		
		OCEANE 2003	OCEANE 2005	OCEANE 2003	OCEANE 2005	OCEANE 2009	OCEANE 2005	OCEANE 2009
Composante capitaux propres		57	40	52	40	64	40	64
Composante dette au coût amorti		453	446	192	464	524	480	545
Taux d'intérêt effectif		5,1 %	4,8 %	5,1 %	4,8 %	6,8 %	4,8 %	6,8 %
Charge d'intérêt reconnue au compte de résultat de la période	6	22	21	14	21	24	21	35
Taux d'intérêt nominal		2,5 %	1 %	2,5 %	1 %	3,5 %	1 %	3,5 %
Charge d'intérêt nominal (coupon)		12	4	7	4	14	4	20

Le solde de l'OCEANE 2003 arrivé à maturité a été entièrement remboursé le 4 janvier 2010.

Juste valeur des OCEANE

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2008		2009		2010		
	OCEANE 2003	OCEANE 2005	OCEANE 2003	OCEANE 2005	OCEANE 2009	OCEANE 2005	OCEANE 2009
Juste valeur	452	440	202	481	580	488	582
Taux de marché	4,3 %	5,0 %	na	2,3 %	3,3 %	2,2 %	3,1 %

Dettes liées aux contrats de location-financement

en millions d'euros	Antériorité maximale	Échéance maximale	Taux d'intérêt effectif	31 décembre 2010
Immeubles (Université Capgemini Les Fontaines)	Octobre 2002	Juillet 2014	Euribor 3 mois + 0,75 %	35
Matériel informatique	Octobre 2000	Novembre 2015	6,46 %	101
Autres immobilisations	Janvier 2004	Juin 2015	-	3
DETTES LIÉES AUX CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT				139

Crédit syndiqué conclu par Cap Gemini S.A.

Le 14 novembre 2005, Cap Gemini S.A. a conclu avec un groupe de banques une ligne de crédit multidevises de 500 millions d'euros remboursable au plus tard le 14 novembre 2011. Au 31 décembre 2010, cette ligne n'avait fait l'objet d'aucun tirage et le seul impact dans les états financiers résulte des commissions de non-utilisation comptabilisées en autres charges financières.

Cette ligne a été refinancée le 13 janvier 2011 auprès d'un groupe de 18 banques au travers d'une nouvelle ligne de crédit multidevises pour un montant identique (500 millions d'euros) et remboursable au plus tard le 13 janvier 2016.

La marge initiale de la nouvelle ligne de crédit ressort à 0,90 % contre 0,40 % précédemment. Cette marge peut évoluer à la hausse et à la baisse en fonction de la notation de crédit de Cap Gemini S.A. La nouvelle ligne est par ailleurs soumise à une commission de non-utilisation de 35 % de la marge (soit 0,315 %) contre 30 % de la marge précédemment (soit 0,12 %), pouvant être augmentée à 40 % (35 % précédemment) en cas de baisse de la notation de Cap Gemini S.A. Il est à noter

qu'un changement à la hausse ou à la baisse de la notation de Cap Gemini S.A. serait sans incidence sur la disponibilité de cette ligne de crédit. Les autres principaux termes et conditions, et notamment le respect de certains ratios financiers restent inchangés (cf. Note 27 – Engagements hors-bilan).

Taux d'intérêt effectif des dettes financières (TIE)

Pour l'exercice 2010, le taux d'intérêt effectif sur l'encours moyen des dettes financières du Groupe ressort à 5,6 % (5,3 % en 2009). Au 31 décembre 2010, la part des dettes à taux fixe est de 91 % (contre 83 % en 2009), le solde étant à taux variable. La forte augmentation du poids relatif des dettes à taux fixe s'explique par le remboursement en janvier 2010 du solde de l'OCEANE 2003 également à taux fixe, mais ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de taux convertissant cette dette en une dette à taux variable plafonné (15 % de dettes à taux variable plafonné en 2009).

Au 31 décembre 2010

	Euro		Dollar Américain		Livre Sterling		Autres	Total
	TIE %	Montant M€	TIE %	Montant M€	TIE %	Montant M€	Montant M€	Montant M€
OCEANE 2005	4,8 %	480	-	-	-	-	-	480
OCEANE 2009	6,8 %	545	-	-	-	-	-	545
Dettes bancaires ou assimilées	-	-	-	-	-	-	93	93
Dettes liées aux contrats de location-financement	4,2 %	59	7,3 %	14	8,0 %	46	20	139
Autres dettes financières	-	-	na	1	-	-	48	49
DETTES FINANCIÈRES		1 084		15		46	161	1 306

Trésorerie nette par échéance en valeur de remboursement

Les montants indiqués dans l'analyse des échéances correspondent aux flux futurs de trésorerie contractuels non actualisés. Les flux futurs de trésorerie relatifs aux OCEANE 2005 et 2009 ont été estimés sur la base des taux nominaux contractuels, respectivement 1 % et 3,5 %, et selon

une hypothèse de remboursement total in fine. Les flux de trésorerie contractuels associés au poste de « Dettes liées aux contrats de location-financement » correspondent aux flux de remboursement contractuels des emprunts.

Au 31 décembre 2010

<i>en millions d'euros</i>	Échéance contractuelle	Valeur dans l'état de la situation financière consolidée	Flux de trésorerie contractuels	< à 1 an	> 1 et <2 ans	> 2 et <5 ans	> 5 ans
Actifs de gestion de trésorerie	2011	71	71	71	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2011	2 305	2 305	2 305	na	na	na
Découverts bancaires	2011	(6)	(6)	(6)	na	na	na
Instruments dérivés sur éléments de trésorerie	2011	8	8	8	na	na	na
Trésorerie		2 307	2 307	2 307	na	na	na
OCEANE 2005	2012	(480)	(504)	(4)	(500)	-	-
OCEANE 2009	2014	(545)	(656)	(20)	(20)	(616)	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	2011 à 2015	(139)	(149)	(55)	(40)	(54)	-
Dettes bancaires ou assimilées	2011 à 2012	(93)	(93)	(85)	(8)	-	-
Autres dettes financières	2011 à 2015	(49)	(49)	(44)	(4)	(1)	-
Dettes financières		(1 306)	(1 451)	(208)	(572)	(671)	-
Instruments dérivés sur dettes financières	na	(9)	na	na	na	na	na
TRÉSORERIE NETTE		1 063	927	2 170	(572)	(671)	NA

Au 31 décembre 2009

<i>en millions d'euros</i>	Échéance contractuelle	Valeur dans l'état de la situation financière consolidée	Flux de trésorerie contractuels	< à 1 an	> 1 et <2 ans	> 2 et <5 ans	> 5 ans
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2010	2 603	2 603	2 603	na	na	na
Découverts bancaires	2010	(7)	(7)	(7)	na	na	na
Instruments dérivés sur éléments de trésorerie	2010	1	1	1	na	na	na
Trésorerie		2 597	2 597	2 597	na	na	na
OCEANE 2005	2010	(192)	(192)	(192)	-	-	-
OCEANE 2009	2012	(464)	(508)	(4)	(4)	(500)	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	2014	(524)	(670)	(14)	(20)	(636)	-
Dettes bancaires ou assimilées	2010 à 2014	(129)	(129)	(43)	(37)	(49)	-
Autres dettes financières	2010 à 2015	(19)	(19)	(18)	-	-	(1)
Dettes financières		(1 328)	(1 518)	(271)	(61)	(1 185)	(1)
Instruments dérivés sur dettes financières	na	-	na	na	na	na	na
TRÉSORERIE NETTE		1 269	1 079	2 326	(61)	(1 185)	(1)

Au 31 décembre 2008

<i>en millions d'euros</i>	Échéance contractuelle	Valeur dans l'état de la situation financière consolidée	Flux de trésorerie contractuels	< à 1 an	> 1 et <2 ans	> 2 et <5 ans	> 5 ans
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2009	1 868	1 868	1 868	na	na	na
Découverts bancaires	2009	(2)	(2)	(2)	na	na	na
Instruments dérivés sur éléments de trésorerie	2009	(61)	(61)	(61)	na	na	na
Trésorerie		1 805	1 805	1 805	na	na	na
OCEANE 2005	2010	(453)	(483)	(12)	(471)	-	-
OCEANE 2009	2012	(446)	(512)	(4)	(4)	(504)	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	2009 à 2014	(119)	(119)	(34)	(27)	(50)	(8)
Autres dettes financières	2009 à 2015	(14)	(14)	(3)	(10)	-	(1)
Dettes financières		(1 032)	(1 128)	(53)	(512)	(554)	(9)
Instruments dérivés sur dettes financières	na	1	na	na	na	na	na
TRÉSORERIE NETTE		774	677	1 752	(512)	(554)	(9)

Trésorerie nette et risque de liquidité

Les passifs financiers dont l'exigibilité pourrait exposer le Groupe à un risque de liquidité correspondent principalement aux deux emprunts obligataires convertibles (OCEANE 2005 et OCEANE 2009).

Afin de gérer le risque de liquidité pouvant résulter de l'exigibilité des passifs financiers, que ce soit à leur échéance contractuelle ou par anticipation, le Groupe met en œuvre une politique de financement prudente reposant en particulier sur :

- le recours mesuré à l'effet de levier de la dette, combiné à l'attention portée à limiter l'octroi de toute disposition contractuelle pouvant entraîner une exigibilité anticipée des dettes financières,
- le maintien à tout moment d'un niveau élevé de disponibilités (2 378 millions d'euros au 31 décembre 2010) auquel s'ajoute notamment une ligne de crédit syndiquée multidevises de 500 millions d'euros (jamais tirée à ce jour),
- la gestion active des maturités des passifs financiers, visant à limiter la concentration d'échéances de dettes financières,
- la diversification des sources de financement, permettant de limiter la dépendance vis-à-vis de certaines catégories de prêteurs.

Trésorerie nette et risque de crédit

Les actifs financiers qui pourraient par nature exposer le Groupe au risque de crédit ou de contrepartie correspondent principalement aux placements financiers : le Groupe a pour politique de ne pas placer sa trésorerie sur des supports actions, et de répartir en revanche ses placements sur (i) des titres de créances négociables (certificats de dépôt et billets de trésorerie), (ii) des dépôts et comptes, (iii) des contrats de capitalisation ou (iv) des supports monétaires de maturité courte (SICAV et FCP), dans le respect de règles de diversification et de qualité de contrepartie.

Au 31 décembre 2010, les placements à court terme qui s'élèvent à 1912 millions d'euros sont composés essentiellement (i) de fonds communs de placement et SICAV répondant à des critères stricts (courte durée, liquidité quotidienne, faible volatilité et sensibilité inférieure à 0,5), et (ii) de titres de créances négociables d'une maturité ne dépassant pas 3 mois ou immédiatement disponibles, émis par des sociétés ou institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit (minimum A2/P2 ou équivalent). Ces placements n'exposent donc pas le Groupe à un risque de contrepartie significatif.

NOTE 18 – FLUX DE TRÉSORERIE

Au 31 décembre 2010, la trésorerie s'élève à 2 307 millions d'euros (cf. Note 17 – Trésorerie nette) en diminution de 290 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2009 (2 597 millions d'euros). Hors incidence de la variation des cours des devises sur la trésorerie pour un montant de 85 millions d'euros, cette diminution s'élève à 375 millions d'euros (304 millions d'euros hors incidence de l'investissement en contrats de capitalisation pour 71 millions d'euros). Les flux impactant la trésorerie sont présentés dans les « Tableaux des flux de trésorerie consolidés ».

Flux de trésorerie liés à l'activité

En 2010, les flux de trésorerie liés à l'activité s'élèvent à 503 millions d'euros et comprennent :

- la capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier (net) et impôts pour un montant positif de 628 millions d'euros,
- le paiement de l'impôt pour 52 millions d'euros,
- l'augmentation du besoin en fonds de roulement générant un impact négatif sur la trésorerie de 73 millions d'euros.

La variation du besoin en fonds de roulement (BFR) et sa réconciliation avec l'état de la situation financière consolidée s'analysent comme suit :

en millions d'euros	Notes	Composantes du besoin en fonds de roulement (État de la situation financière consolidée)					Éléments sans effet de trésorerie			Éléments du tableau des flux de trésorerie
		31 décembre 2009	31 décembre 2010	Impact net	Éléments hors BFR ⁽¹⁾	Impact des éléments de BFR	Impact Résultat	Impact du change	Reclassements/ Entrées périmètre ⁽²⁾	Valeur
Clients et comptes rattachés	15	2 067	2 371	(304)	-	(304)	-	65	156	(83)
Acomptes clients et produits constatés d'avance	15	(567)	(576)	9	-	9	-	(22)	(5)	(18)
Variation liée aux créances clients et comptes rattachés et acomptes clients et produits constatés d'avance				(295)	-	(295)	-	43	151	(101)
Dettes opérationnelles (dettes fournisseurs)	23	(812)	(957)	145	-	145	-	(38)	(104)	3
Variation liée aux dettes fournisseurs				145	-	145	-	(38)	(104)	3
Autres actifs non courants	14	112	115	(3)	(3)	(6)	(2)	1	-	(7)
Autres créances courantes	16	203	306	(103)	7	(96)	4	12	80	-
Autres dettes non courantes	22	(95)	(279)	184	(183)	1	1	(3)	12	11
Dettes opérationnelles (hors dettes fournisseurs)	23	(1 214)	(1 348)	134	-	134	-	(37)	(56)	41
Autres dettes courantes	24	(43)	(80)	37	(10)	27	1	(1)	(47)	(20)
Variation liée aux autres créances et dettes				249	(189)	60	4	(28)	(11)	25
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ						(90)	4	(23)	36	(73)

(1) Les éléments des postes de l'état de la situation financière consolidée expliquant les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement, de financement et le versement de l'impôt ne sont pas inclus dans le besoin en fonds de roulement.

(2) Les « reclassements » comprennent pour l'essentiel, les variations liées au passage entre les éléments courants et non courants de certaines dettes et créances opérationnelles, la variation de position active ou passive de certaines créances et dettes de nature sociales ou fiscales.

Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement

Les principales composantes des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement pour un montant négatif de 433 millions d'euros, reflètent :

- les décaissements liés aux regroupements d'entreprises (nets de la trésorerie acquise) pour 218 millions d'euros, principalement l'acquisition de CPM Braxis au Brésil.

Le décaissement réalisé par le Groupe Capgemini au titre de l'acquisition de CPM Braxis s'élève à 227 millions d'euros, desquels viennent se déduire 12 millions d'euros de trésorerie acquise. Celui-ci inclut 116 millions d'euros reçus par CPM Braxis et destinés à une augmentation de capital effectuée au moment de l'acquisition.

Les décaissements liés aux autres acquisitions de l'exercice (principalement IBX Group AB et Strategic Systems Solutions (SSS) Holdings Corporation Ltd.) s'élèvent à 112 millions d'euros, desquels viennent se déduire 12 millions d'euros de trésorerie acquise.

L'exercice de l'option d'achat sur Capgemini Business Services (India) Ltd. représente un décaissement de 15 millions d'euros. L'ensemble des frais liés aux acquisitions décaissés durant l'exercice s'élève à 4 millions d'euros.

- les décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles, nettes des cessions, pour 24 millions d'euros, soit essentiellement des logiciels dans le cadre de projets clients ou à usage interne et des actifs incorporels générés en

interne, cf. Note 10 – Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles,

- les décaissements nets des cessions liés aux immobilisations corporelles pour 109 millions d'euros, principalement dus à l'achat d'ordinateurs relatif à des projets ou lié au renouvellement partiel du parc informatique, à des travaux de rénovation, d'agrandissement et de remise en l'état des surfaces de bureaux, cf. Note 11 – Immobilisations corporelles,
- les décaissements liés au placement de disponibilités sur de nouveaux supports d'investissement pour 71 millions d'euros (contrats de capitalisation).

Flux de trésorerie liés aux opérations de financement

Le décaissement net lié aux flux de trésorerie correspondant aux opérations de financement s'élève à 445 millions d'euros et concerne essentiellement :

- le versement de 122 millions d'euros au titre du dividende 2009,
- le décaissement de 197 millions d'euros relatif au remboursement du solde de l'OCEANE 2003 en janvier 2010,
- le décaissement de 113 millions d'euros relatif aux remboursements d'emprunts principalement chez CPM Braxis (109 millions d'euros),
- le décaissement de 57 millions d'euros en remboursement des dettes liées aux contrats de location-financement,
- les augmentations de capital pour 46 millions d'euros suite à la levée d'options de souscription d'actions.

NOTE 19 – INSTRUMENTS DÉRIVÉS ET GESTION DES RISQUES DE CHANGE ET DE TAUX D'INTÉRÊT

Gestion du risque de change

Politique de gestion du risque de change

Risque de change et couverture des transactions opérationnelles

Le Groupe est exposé de façon limitée aux risques de change opérationnels en raison de son activité, l'essentiel de son chiffre d'affaires étant généré dans les pays où sont également encourues les charges d'exploitation. Toutefois, le recours croissant à la production délocalisée dans les centres situés notamment en Inde mais aussi en Pologne ou en Amérique Latine, expose le Groupe à des risques de change sur une partie de ses coûts de production.

Le Groupe a donc mis en œuvre une politique visant à minimiser et gérer ces risques de change. Dès lors que les contrats clients ne comprennent pas de clause de révision de prix pour fluctuation de change, le Groupe met en place une politique de couverture qui repose sur les principes suivants :

- définition de la stratégie de couverture par la Direction

Financière du Groupe sur la base d'un reporting trimestriel analysant l'exposition aux risques de change relatifs aux opérations intra-groupe notamment avec l'Inde,

- les opérations de couverture sont essentiellement réalisées sous forme d'achats et de ventes à terme de devises,
- les opérations de couverture sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité de couverture de flux futurs de trésorerie.

Risque de change et couverture des transactions financières

Le Groupe est exposé au risque de variation des cours des devises, au titre :

- des flux financiers échangés dans le cadre de l'activité de financement intra-groupe principalement chez Cap Gemini S.A., ces flux étant systématiquement couverts (principalement sous forme de contrats d'achat et de vente de devises à terme), l'incidence de la variation des devises sur le compte de résultat est à ce titre négligeable. Au 31 décembre 2010, le montant des prêts intra-groupe couverts s'élève à 440 millions d'euros (291 millions d'euros

au 31 décembre 2009) correspondant à des prêts libellés en livre sterling, dollar australien, couronne suédoise et dollar américain. En 2010, les instruments dérivés utilisés pour ces couvertures de risque de change génèrent une charge financière nette de 2 millions d'euros (63 millions d'euros de produit en 2009), cf. Note 6 – Résultat financier,

• des flux de redevances payables à Cap Gemini S.A. par les filiales n'ayant pas l'euro comme devise fonctionnelle. Bien que le Groupe ne couvre pas systématiquement ce risque, l'incidence de la variation des devises sur le compte de résultat est peu significative compte tenu du délai moyen réduit entre la date de facturation et la date d'encaissement des dites redevances.

Exposition au risque de change

31 décembre 2010

<i>en millions d'euros</i>	Euro	Dollar américain	Livre sterling	Dollar australien	Couronne suédoise	Autres devises ⁽¹⁾
Total Actif	72	303	25	12	38	9
Total Passif	(40)	(85)	(278)	(1)	(1)	(14)
Exposition aux risques de change avant couverture	32	218	(253)	11	37	(5)
Montants couverts	(22)	(175)	240	(10)	(34)	(1)
Exposition aux risques de change après couverture	10	43	(13)	1	3	(6)

(1) Les autres devises comprennent essentiellement le dollar canadien, le zloty polonais, le franc suisse et la couronne norvégienne.

Les montants couverts au 31 décembre 2010, concernent essentiellement Cap Gemini S.A. dans le cadre de financements internes au Groupe ainsi que la filiale Capgemini India Private Ltd. dans le cadre des activités de sous-traitance qu'elle réalise pour les autres régions du Groupe.

Au 31 décembre 2010, les contrats d'achat et de vente de devises à terme se répartissent selon les échéances suivantes :

<i>en millions d'euros</i>	< 6 mois	> 6 mois et < 12 mois	> 12 mois	Total
Contrats d'achat et de vente de devises à terme	180	190	213	583

Au titre de l'année 2010, le Groupe a couvert près de 77 % de son risque en devises étrangères contre la roupie indienne (dollar américain, euro et livre sterling). Au 31 décembre 2010, les couvertures engagées sont constituées de contrats de vente de devises à terme dont l'échéance est comprise entre 2011 et 2013 pour une contre-valeur totale de 532 millions d'euros (317 millions d'euros au 31 décembre 2009). Ces couvertures portent essentiellement sur des montants en dollars américains

(413 millions de dollars américains), euros (162 millions d'euros) et livres sterling (51 millions de livres sterling). Ces couvertures ont des échéances allant de 2 mois à presque 3 ans.

Par ailleurs, il existe également des contrats de vente de devises à terme (notamment livre sterling, dollar américain et couronne suédoise) en Pologne, France et États-Unis dont les échéances sont comprises entre 2011 et 2016, pour une contre-valeur totale de 51 millions d'euros.

Juste valeur des instruments dérivés de couverture

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Notes	2008	2009	2010
Autres actifs non courants	14	1	3	5
Autres créances courantes	16	2	7	22
Autres dettes non courantes	22	(7)	(3)	(2)
Autres dettes courantes	24	(90)	(4)	(10)
Juste valeur des instruments dérivés de couverture		(94)	3	15
relatifs à des :				
- transactions opérationnelles		(34)	3	16
- transactions financières		(60)	-	(1)
Contrepartie des instruments dérivés de couverture reconnue en capitaux propres au 31 décembre (sur transactions opérationnelles)		(27)	2	11
Variation de la période des instruments dérivés de couverture reconnus en capitaux propres		(33)	29	9
Dont recyclage en résultat d'exploitation relatif aux transactions réalisées		(29)	19	(15)
Dont juste valeur des instruments dérivés de couverture relatifs aux transactions futures		(4)	10	24

Gestion du risque de taux d'intérêt

Politique de gestion du risque de taux d'intérêt

L'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt s'analyse à la lumière de sa situation de trésorerie : au 31 décembre 2010, le Groupe dispose de liquidités pour 2 378 millions d'euros placés majoritairement à taux variable (ou, à défaut, à taux fixe sur des périodes de durée inférieure ou égale à 3 mois), contre un endettement financier brut de 1 306 millions d'euros majoritairement à taux fixe (91 %). L'importance de la part à taux fixe résulte du poids des OCEANE dans l'endettement financier brut et du choix du Groupe de faire appel à des sources de financement dont le coût décaissé soit le plus proche possible du rendement escompté du placement de la trésorerie disponible.

Exposition au risque de taux d'intérêt : analyse de sensibilité

Sur la base du niveau moyen de trésorerie et de dette financière constaté sur l'exercice 2010, une hausse des taux d'intérêt de 100 points de base aurait un effet positif sur le coût de l'endettement financier net du Groupe de l'ordre de 17 millions d'euros (17 millions d'euros en 2009 et en 2008). A l'inverse, une baisse des taux d'intérêt de 100 points de base aurait, pour l'exercice 2010, une incidence négative de 17 millions d'euros sur le coût d'endettement financier net du Groupe (17 millions d'euros en 2009 et en 2008).

Juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Note	2008	2009	2010
Autres actifs non courants	14	1	-	-
JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TAUX		1	-	-

La S.A.R.L. Immobilière Les Fontaines qui héberge l'université Capgemini a signé en 2003 un contrat d'échange de taux d'intérêt à échéance juillet 2014 portant sur un notionnel de 35 millions d'euros, relatif à la couverture à hauteur de 50 % du contrat de location-financement de ladite Université. Aux termes du contrat d'échange de taux correspondant, la S.A.R.L. Immobilière Les Fontaines est payeur de taux fixe à 3,51 % contre Euribor 3 mois.

Gestion du risque de contrepartie

Dans le cadre de ses politiques de gestion des risques de change et de taux décrites ci-dessus, le Groupe conclut des contrats de couverture avec des établissements financiers de premier plan et le risque de contrepartie peut être considéré comme non significatif à ce titre. Au 31 décembre 2010, les principales contreparties du Groupe au titre de sa gestion des risques de change et de taux sont BNP-Paribas, CA CIB, Citibank, HSBC.

NOTE 20 – PROVISIONS POUR RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILÉS

Détail des provisions pour retraites et engagements assimilés

Évolution de l'obligation, des actifs de couverture et de la charge reconnue au compte de résultat

<i>en millions d'euros</i>	Notes	2008	2009	2010
Valeur actualisée de l'obligation au 1^{er} janvier		2 139	1 616	2 112
Regroupements d'entreprises		4	-	-
Coût des services rendus		47	30	39
Coût des services passés		-	14	6
Intérêts financiers		116	113	131
Effet de réduction et liquidation		(2)	(4)	(2)
Contributions versées par les salariés		5	5	6
Prestations versées aux salariés		(50)	(48)	(76)
Variations des écarts actuariels ⁽¹⁾		(291)	249	198
Écarts de conversion		(443)	133	133
Autres mouvements		91	4	1
Valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre		1 616	2 112	2 548
Juste valeur des actifs de couverture au 1^{er} janvier		(1 492)	(1 090)	(1 417)
Rendement attendu des actifs		(97)	(71)	(103)
Effet de réduction et liquidation		-	3	2
Contributions versées par les salariés		(5)	(5)	(6)
Prestations versées aux salariés		44	41	68
Contributions aux plans		(104)	(100)	(84)
Variations des écarts actuariels ⁽¹⁾		347	(90)	(71)
Écarts de conversion		319	(100)	(97)
Autres mouvements		(102)	(5)	(5)
Juste valeur des actifs de couverture au 31 décembre		(1 090)	(1 417)	(1 713)
Déficit net total		526	695	835
Coût des services passés non reconnus		(28)	(36)	(34)
Provisions nettes dans l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre		498	659	801
Excédents de couverture reconnus à l'actif	14	(5)	(21)	(3)
Provisions reconnues au passif		503	680	804
Charge de la période reconnue au compte de résultat				
Coûts des services rendus	4	(47)	(30)	(39)
Coûts des services passés	4	(4)	(5)	(8)
Intérêts financiers	6	(116)	(113)	(131)
Rendement attendu des actifs	6	97	71	103
Effet de réduction et de liquidation	5	2	1	-
TOTAL CHARGE DE LA PÉRIODE		(68)	(76)	(75)

(1) La variation des écarts actuariels est reconnue en produits et charges comptabilisés en capitaux propres.

Évolution par principaux pays bénéficiaires

en millions d'euros

	Royaume-Uni	Canada	Autres	Total
Au 31 décembre 2008				
Dette actuarielle relative aux régimes couverts par des actifs	1 159	212	113	1 484
Juste valeur des actifs de couverture	(820)	(197)	(73)	(1 090)
Déficit net des régimes couverts par des actifs	339	15	40	394
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres ⁽¹⁾</i>	133	36	18	187
Déficit des régimes non couverts par des actifs	-	25	107	132
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres ⁽¹⁾</i>	-	(8)	17	9
Déficit net total	339	40	147	526
Coûts des services passés non reconnus	-	-	(28)	(28)
Provisions nettes dans l'état de la situation financière consolidée	339	40	119	498
Excédents de couverture reconnus à l'actif	-	-	(5)	(5)
Provisions reconnues au passif	339	40	124	503
Au 31 décembre 2009				
Dette actuarielle relative aux régimes couverts par des actifs	1 525	305	130	1 960
Juste valeur des actifs de couverture	(1 024)	(289)	(104)	(1 417)
Déficit net des régimes couverts par des actifs	501	16	26	543
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres ⁽¹⁾</i>	297	56	8	361
Déficit des régimes non couverts par des actifs	-	37	115	152
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres ⁽¹⁾</i>	-	(5)	18	13
Déficit net total	501	53	141	695
Coûts des services passés non reconnus	-	-	(36)	(36)
Provisions nettes dans l'état de la situation financière consolidée	501	53	105	659
Excédents de couverture reconnus à l'actif	-	(5)	(16)	(21)
Provisions reconnues au passif	501	58	121	680
Au 31 décembre 2010				
Dette actuarielle relative aux régimes couverts par des actifs	1 827	368	167	2 362
Juste valeur des actifs de couverture	(1 251)	(341)	(121)	(1 713)
Déficit net des régimes couverts par des actifs	576	27	46	649
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres ⁽¹⁾</i>	398	75	13	486
Déficit des régimes non couverts par des actifs	-	58	128	186
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres ⁽¹⁾</i>	-	6	25	31
Déficit net total	576	85	174	835
Coûts des services passés non reconnus	-	-	(34)	(34)
Provisions nettes dans l'état de la situation financière consolidée	576	85	140	801
Excédents de couverture reconnus à l'actif	-	-	(3)	(3)
Provisions reconnues au passif	576	85	143	804

(1) Les écarts actuariels sont constatés en produits et charges comptabilisés en capitaux propres.

Les « Autres » pays concernent les Etats-Unis, la Suède, la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, les Pays-Bas, l'Italie et l'Inde. Ces pays représentent 17 % des provisions nettes dans l'état de la situation financière consolidée.

Principales hypothèses actuarielles

Taux d'actualisation et taux d'augmentation des salaires

en %	2008	2009	2010		
			Royaume-Uni	Canada	Autres
Taux d'actualisation des engagements	3,3 - 8,5	3,3 - 8,3	5,5	5,7	2,4 - 8,4
Taux d'augmentation des salaires	1,5 - 6,0	1,0 - 7,0	4,2	3,3	1,0 - 7,0

En 2010, les indices de référence utilisés pour la détermination des taux d'actualisation sont identiques à ceux utilisés les années précédentes.

Actifs de couverture et taux de rendement attendu et effectif

en millions d'euros	Montant	%	Taux de rendement attendu			Taux de rendement effectif		
			Royaume-Uni	Canada	Autres	Royaume-Uni	Canada	Autres
Au 31 décembre 2008								
Actions	481	44	8,0	8,3	1,5 - 8,3	(25,0) - (26,0)	(27,5) - (24,0)	(46,3) - 2,9
Obligations	439	40	6,5	4,9	1,5 - 5,5	(2,0) - 3,3	0,2 - 0,4	(6,0) - 4,9
Biens immobiliers	22	2	6,5	-	1,5 - 4,5	(23,6)	-	1,0
Trésorerie	128	12	3,8	1,4	2,8 - 3,8	3,4	1,2 - 1,8	1,6
Autres	20	2	-	-	(15,4) - 7,5	-	-	(23,2) - 7,5
TOTAL	1 090	100						
Au 31 décembre 2009								
Actions	841	59	8,0	8,5	6,3 - 8,3	17,6 - 26,6	11,6 - 12,2	(2,5) - 32,2
Obligations	509	36	5,9	4,0	2,1 - 4,7	7,0 - 9,2	7,1	(2,5) - 23,3
Biens immobiliers	14	1	6,5	-	3,9	(6,1)	-	(2,5) - 9,8
Trésorerie	31	2	3,8	1,0	3,9	0,8	(1,5) - (1,1)	0,2
Autres	22	2	-	-	(6,6) - 12,2	-	-	(12,3) - 9,8
TOTAL	1 417	100						
Au 31 décembre 2010								
Actions	1 015	59	8,0	8,5	3,0 - 8,7	12,8 - 16,3	8,6 - 8,8	0,9 - 13,5
Obligations	595	35	5,5	4,0	1,5 - 4,5	9,4 - 11,0	9,0 - 9,2	0,9 - 8,5
Biens immobiliers	3	-	-	-	3,0 - 3,9	-	-	0,9 - 8,5
Trésorerie	71	4	3,8	1,0	0,8 - 3,0	1,3	(1,4) - (1,3)	0,1 - 8,5
Autres	29	2	-	-	3,8 - 5,9	-	-	0,9 - 24,3
TOTAL	1 713	100						

Au Royaume-Uni, les taux de rendement attendu sont validés par des experts. En ce qui concerne les actions, le taux de rendement attendu résulte d'une étude sur une sélection de sociétés de premier rang au Royaume-Uni qui prend en compte la maturité des engagements couverts et les projections de rendement attendu compte tenu des évolutions passées. Le taux de rendement attendu des obligations est déterminé à partir du

taux d'actualisation utilisé pour la dette, c'est-à-dire le taux de rendement attendu sur les obligations d'entreprises notées AA. Au Canada, les taux de rendement attendu sont déterminés selon un modèle fondé sur des données économiques observables sur les marchés financiers (hypothèses sur la rentabilité des actions et des obligations validées par des analyses d'experts).

Effectifs relatifs aux régimes de retraites

Au 31 décembre	2008	2009	2010			
	Total	Total	Royaume-Uni	Canada	Autres	Total
Salariés en activité – droits ouverts	44 860	44 626	1 194	2 637	50 453	54 284
Anciens salariés et salariés en activité – droits fermés	12 396	12 101	8 744	210	3 060	12 014
Retraités	2 062	2 288	1 694	585	259	2 538
TOTAL	59 318	59 015	11 632	3 432	53 772	68 836

L'augmentation des effectifs en 2010 est essentiellement due à l'expansion des activités du Groupe en Inde. En effet, au 31 décembre 2010, le total des effectifs bénéficiant de ces régimes de retraites en Inde s'élève à 30 621, contre 20 931 salariés au 31 décembre 2009.

Analyse de l'évolution des provisions pour retraites et engagements assimilés

Évolution du contexte réglementaire : réforme des régimes de retraites en France

La réforme des régimes de retraites adoptée en France et ayant pour conséquence un rallongement de la durée d'activité n'a pas eu d'impact significatif sur le montant des indemnités de départ à la retraite (IDR).

Impact au compte de résultat : variation des coûts des services rendus et charge financière

En 2010, la charge reconnue en marge opérationnelle au titre des coûts des services rendus et passés s'élève à 47 millions d'euros et concerne pour l'essentiel la France (17 millions d'euros), le Canada (11 millions d'euros), et le Royaume-Uni (10 millions d'euros). L'augmentation du coût des services rendus en 2010 par rapport à 2009 (9 millions d'euros) provient essentiellement de la diminution des taux d'actualisation entre 2008 et 2009 sur la plupart des régions, notamment au Canada.

L'effet net des intérêts financiers (actualisation de l'obligation) et du rendement attendu des actifs de couverture représente une charge financière de 28 millions d'euros (principalement le Royaume-Uni pour 20 millions d'euros). L'évolution de cette charge financière nette en 2010 par rapport à 2009 (diminution de 14 millions d'euros) provient de :

- l'augmentation de la juste valeur des actifs de couverture comme conséquence de l'évolution à la hausse des marchés financiers et des contributions versées par le Groupe. A cela s'ajoute également l'effet positif de la hausse du taux de rendement attendu pour le principal régime de retraites au Royaume-Uni. L'impact total est une diminution de la charge financière nette de 32 millions d'euros.
- la diminution des taux d'actualisation sur la plupart des régions, qui est cependant plus que compensée par l'augmentation de la valeur actualisée des obligations, notamment au Royaume-Uni, résultant ainsi sur une augmentation de la charge financière nette de 18 millions d'euros.

Impact en capitaux propres : variation des écarts actuariels

Les écarts actuariels résultent de l'augmentation ou de la diminution de la valeur actualisée de l'obligation ou de la juste valeur des actifs de couverture. Ces écarts incluent (i) les effets des changements d'hypothèses actuarielles et (ii) les effets liés à l'expérience, c'est-à-dire les différences entre les hypothèses actuarielles retenues et ce qui s'est effectivement produit.

Au 31 décembre	2008	2009	2010			
	Total	Total	Royaume-Uni	Canada	Autres	Total
Effets des changements d'hypothèses actuarielles	(290)	257	134	37	15	186
Effets liés à l'expérience :	346	(98)	(48)	(8)	(3)	(59)
Dont ajustement des passifs ⁽¹⁾	(1)	(8)	12	(1)	1	12
Dont ajustement des actifs ⁽²⁾	347	(90)	(60)	(7)	(4)	(71)
IMPACT EN CHARGES ET PRODUITS COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES	56	159	86	29	12	127

(1) + : augmentation des passifs / - : diminution des passifs

(2) - : augmentation des actifs / + : diminution des actifs

Effets des changements d'hypothèses actuarielles

Les effets des changements d'hypothèses actuarielles (principalement taux d'actualisation des engagements et taux

de rendement attendu des actifs de couverture) ont généré une perte actuarielle en 2010 de 127 millions d'euros. Cette perte est liée aux changements d'hypothèses actuarielles entre 2009

et 2010 notamment au Royaume-Uni et au Canada où les taux d'actualisation diminuent respectivement de 38 et 85 points de base.

Effets liés à l'expérience

Les effets liés à l'expérience proviennent des différences entre les hypothèses actuarielles retenues et ce qui s'est effectivement produit durant l'exercice. L'effet d'expérience sur la valeur des actifs de couverture génère un gain actuariel de 71 millions d'euros, le taux de rendement réel ayant été supérieur au taux de rendement attendu au Royaume-Uni et au Canada.

Autres impacts dans l'état de la situation financière : contributions, prestations et écarts de conversion

Les contributions versées par le Groupe s'élèvent à 84 millions d'euros en 2010, dont 61 millions d'euros au Royaume-Uni et 15 millions d'euros au Canada. En 2011, le Groupe prévoit de verser 91 millions d'euros de contributions.

Les prestations versées aux salariés pour 76 millions d'euros concernent principalement le Royaume-Uni (27 millions d'euros) et le Canada (37 millions d'euros).

L'augmentation des provisions pour retraites pour 36 millions d'euros liée aux écarts de conversion est due à la revalorisation de la livre sterling (25 millions d'euros) et du dollar canadien (7 millions d'euros) au cours de la période.

Il est à noter qu'au Royaume-Uni, la section à prestations définies du principal régime de retraites de Capgemini UK Plc. est fermée depuis le 31 mars 2008 pour l'essentiel des bénéficiaires concernés. En contrepartie, ces personnes ont eu la possibilité d'adhérer à la section à cotisations définies de ce plan. Par ailleurs, Capgemini UK Plc., conformément aux recommandations du « Pension Regulator » britannique, a pris l'engagement de combler le déficit jusqu'en juillet 2018.

Analyse de sensibilité

Analyse de sensibilité de la dette actuarielle au Royaume-Uni

L'impact d'une variation de 50 points de base du taux d'actualisation et du taux d'inflation sur la dette actuarielle au Royaume-Uni, qui représente 77 % du total des dettes actuarielles du Groupe au 31 décembre 2010, est présenté ci-dessous :

en millions d'euros

	Impact	Dette actuarielle
Dette actuarielle au 31 décembre 2010		1 827
Hausse du taux d'actualisation de 50 points de base	(174)	1 653
Diminution du taux d'actualisation de 50 points de base	200	2 027
Hausse du taux d'inflation de 50 points de base	164	1 991
Diminution du taux d'inflation de 50 points de base	(152)	1 675

Analyse de sensibilité des coûts médicaux

Les coûts médicaux concernent uniquement le Canada. Sur les exercices 2008, 2009 et 2010, une variation théorique de 1 % de leur taux d'évolution aurait un effet au compte de résultat (coût

des services rendus et intérêts financiers) de plus ou moins un million d'euros et, sur l'engagement dans l'état de la situation financière consolidée, un effet variant de moins 8 millions d'euros à plus 10 millions d'euros pour 2010.

NOTE 21 – PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

<i>en millions d'euros</i>	2008	2009	2010
Au 1^{er} janvier	85	65	49
Dotations	42	24	42
Reprises pour utilisation	(27)	(10)	(8)
Reprises pour non utilisation	(36)	(37)	(19)
Autres	1	7	2
AU 31 DÉCEMBRE	65	49	66

Au 31 décembre 2010, les provisions courantes (53 millions d'euros) et non courantes (13 millions d'euros) concernent principalement des risques sur projets et contrats pour un montant de 46 millions d'euros (32 millions d'euros au 31 décembre 2009) et des risques liés à des litiges sociaux et fiscaux pour un montant de 20 millions d'euros (17 millions d'euros au 31 décembre 2009).

Les dotations de l'exercice concernent essentiellement des projets d'infogérance et d'intégration de systèmes, et des litiges sociaux et fiscaux. Les reprises de l'exercice sont notamment liées à des dénouements positifs de litiges clients, notamment aux Pays-Bas.

NOTE 22 – AUTRES DETTES NON COURANTES

<i>Au 31 décembre (en millions d'euros)</i>	Notes	2008	2009	2010
Réserves spéciales de participation		65	66	68
Instrumentés dérivés	19	7	3	2
Dettes sur acquisitions de sociétés	2	6	6	189
Divers		34	20	20
AUTRES DETTES NON COURANTES		112	95	279

Au 31 décembre 2010, les dettes sur acquisition de sociétés se composent essentiellement du droit de vente octroyé aux actionnaires minoritaires de CPM Braxis, net des ajustements

de prix sur les 56,06 % acquis en 2010 (10 millions d'euros) pour une valeur nette de 184 millions d'euros (cf. Note 2 – Évolution du périmètre).

NOTE 23 – DETTES OPÉRATIONNELLES

<i>Au 31 décembre (en millions d'euros)</i>	2008	2009	2010
Fournisseurs	821	812	957
Taxes	347	327	405
Personnel	894	853	924
Divers	34	34	19
DETTES OPÉRATIONNELLES	2 096	2 026	2 305

La ligne « Taxes » comprend, au 31 décembre 2010, 35 millions d'euros relatifs à CPM Braxis, dont 17 millions d'euros provenant

d'une dette fiscale ancienne pour laquelle le paiement est étalé en accord avec l'Administration fiscale brésilienne.

NOTE 24 – AUTRES DETTES COURANTES

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Notes	2008	2009	2010
Réserves spéciales de participation		8	10	21
Instruments dérivés	19	90	4	10
Dettes sur acquisitions de sociétés	2	24	5	6
Divers		7	24	43
AUTRES DETTES COURANTES		129	43	80

Au 31 décembre 2010, la ligne « Divers » comprend 25 millions d'euros relatifs à des litiges fiscaux et sociaux chez CPM Braxis dont l'origine est antérieure à la date d'acquisition,

et par conséquent font l'objet d'une clause d'ajustement de prix commentée en Note 2 – Évolution du périmètre.

NOTE 25 – INFORMATION SECTORIELLE

Comme indiqué en Note 1-S « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle est donnée selon les zones géographiques définies ci-dessous (section I. Information par zone géographique) et complétée en section II d'informations relatives au chiffre d'affaires et à la marge opérationnelle des 4 métiers du Groupe.

Information par zone géographique

Le Groupe exerce son activité dans huit zones géographiques détaillées ci-dessous :

Zones géographiques	Pays
Amérique du Nord	Canada, États-Unis
France	France, Maroc
Royaume-Uni et Irlande	Irlande, Royaume-Uni
Benelux	Belgique, Luxembourg, Pays-Bas
Allemagne et Europe Centrale	Allemagne, Autriche, Hongrie, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Suisse
Pays nordiques	Danemark, Finlande, Norvège, Suède
Europe du Sud et Amérique Latine	Argentine, Brésil, Chili, Espagne, Guatemala, Italie, Mexique, Portugal
Asie Pacifique	Australie, Chine, Inde, Philippines, Singapour, Vietnam, Emirats Arabes Unis

Analyse du compte de résultat par zone géographique

EXERCICE 2010 en millions d'euros	Amérique du Nord	France	Royaume- Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allema- gne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué ⁽¹⁾	Élimina- tion	Total	
												CHIFFRE D'AFFAIRES
- hors Groupe ⁽²⁾	1 665	1 931	1 912	1 314	599	543	534	199	-	-	8 697	
- inter-zones géographiques	58	117	83	43	42	21	117	456	-	(937)	-	
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	1 723	2 048	1 995	1 357	641	564	651	655	-	(937)	8 697	
Marge opérationnelle ⁽²⁾	86	127	150	127	19	36	48	61	(67)	-	587	
% du chiffre d'affaires	5,2	6,6	7,9	9,7	3,1	6,6	9,0	na	-	-	6,8	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	76	106	132	106	6	30	40	60	(67)	-	489	
											Coût de l'endettement financier (net)	(54)
											Autres produits financiers	22
											Autres charges financières	(55)
											Charge d'impôt	(124)
											Résultat des entreprises associées	-
											RÉSULTAT NET	278
											Intérêts minoritaires	2
											PART DU GROUPE	280

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

(2) En cas de sous-traitance, le chiffre d'affaires hors Groupe est enregistré dans la région donneuse d'ordre. Le pourcentage de marge opérationnelle est calculé par rapport à ce chiffre d'affaires ce qui a pour effet de rendre non représentatif le taux de la zone Asie Pacifique, dont l'essentiel de l'activité est constituée de sous-traitance interne réalisée en Inde.

EXERCICE 2009 en millions d'euros	Amérique du Nord	France	Royaume- Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allema- gne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué ⁽¹⁾	Élimina- tion	Total	
												CHIFFRE D'AFFAIRES
- hors Groupe ⁽²⁾	1 590	1 949	1 852	1 397	434	488	531	130	-	-	8 371	
- inter-zones géographiques	39	98	64	33	33	12	93	358	-	(730)	-	
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	1 629	2 047	1 916	1 430	467	500	624	488	-	(730)	8 371	
Marge opérationnelle ⁽²⁾	77	121	165	122	10	35	51	69	(55)	-	595	
% du chiffre d'affaires	4,9	6,2	8,9	8,7	2,3	7,3	9,7	na	-	-	7,1	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	55	65	137	30	(9)	21	27	63	(56)	-	333	
											Coût de l'endettement financier (net)	(43)
											Autres produits financiers	75
											Autres charges financières	(125)
											Charge d'impôt	(61)
											Résultat des entreprises associées	(1)
											RÉSULTAT NET	178
											PART DU GROUPE	178

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

(2) En cas de sous-traitance, le chiffre d'affaires hors Groupe est enregistré dans la région donneuse d'ordre. Le pourcentage de marge opérationnelle est calculé par rapport à ce chiffre d'affaires ce qui a pour effet de rendre non représentatif le taux de la zone Asie Pacifique, dont l'essentiel de l'activité est constituée de sous-traitance interne réalisée en Inde.

EXERCICE 2008													
<i>en millions d'euros</i>		Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué ⁽¹⁾	Élimination	Total	
CHIFFRE D'AFFAIRES													
- hors Groupe ⁽²⁾		1 668	2 077	1 922	1 303	449	578	592	121	-	-	8 710	
- inter-zones géographiques		34	80	75	36	28	17	93	366	-	(729)	-	
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL		1 702	2 157	1 997	1 339	477	595	685	487	-	(729)	8 710	
Marge opérationnelle ⁽²⁾		91	148	164	183	23	55	82	56	(58)	-	744	
<i>% du chiffre d'affaires</i>		5,5	7,1	8,5	14,0	5,2	9,5	13,9	na	-	-	8,5	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		80	96	131	171	14	51	54	49	(60)	-	586	
												Coût de l'endettement financier (net)	2
												Autres produits financiers	86
												Autres charges financières	(107)
												Charge d'impôt	(116)
												RÉSULTAT NET	451
												PART DU GROUPE	451

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

(2) En cas de sous-traitance, le chiffre d'affaires hors Groupe est enregistré dans la région donneuse d'ordre. Le pourcentage de marge opérationnelle est calculé par rapport à ce chiffre d'affaires ce qui a pour effet de rendre non représentatif le taux de la zone Asie Pacifique, dont l'essentiel de l'activité est constituée de sous-traitance interne réalisée en Inde.

(3) Certains éléments des opérations, encourues en 2008, ont été reclassés d'une zone géographique à l'autre aux fins de comparaison avec l'exercice 2009.

Analyse des charges d'amortissement et des charges sans contrepartie en trésorerie incluses dans la marge opérationnelle

EXERCICE 2010											
<i>en millions d'euros</i>		Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué	Total
Charges d'amortissement		(35)	(27)	(28)	(29)	(11)	(11)	(13)	(20)	-	(174)
Dotations nettes aux provisions ⁽¹⁾		10	(7)	(11)	6	(1)	(1)	(5)	(3)	-	(12)
TOTAL		(25)	(34)	(39)	(23)	(12)	(12)	(18)	(23)	-	(186)

(1) Ce compte inclut les provisions pour créances douteuses et les provisions courantes et non courantes (position nette des dotations et reprises).

EXERCICE 2009											
<i>en millions d'euros</i>		Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué	Total
Charges d'amortissement		(36)	(26)	(26)	(28)	(6)	(6)	(18)	(18)	-	(164)
Dotations nettes aux provisions ⁽¹⁾		(6)	-	(4)	(4)	(1)	1	(1)	3	-	(12)
TOTAL		(42)	(26)	(30)	(32)	(7)	(5)	(19)	(15)	-	(176)

(1) Ce compte inclut les provisions pour créances douteuses et les provisions courantes et non courantes (position nette des dotations et reprises).

EXERCICE 2008											
<i>en millions d'euros</i>		Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué	Total
Charges d'amortissement		(41)	(29)	(30)	(21)	(5)	(7)	(24)	(19)	(1)	(177)
Dotations nettes aux provisions ⁽¹⁾		(12)	(1)	7	1	1	(1)	2	(4)	-	(7)
TOTAL		(53)	(30)	(23)	(20)	(4)	(8)	(22)	(23)	(1)	(184)

(1) Ce compte inclut les provisions pour créances douteuses et les provisions courantes et non courantes (position nette des dotations et reprises).

Analyse des actifs et passifs par zone géographique

L'implantation des actifs dans le Groupe correspond à la localisation des clients, exception faite des centres d'externalisation tels que l'Inde.

AU 31 DÉCEMBRE 2010												
<i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué ⁽¹⁾	Élimination	Total	
Actifs par zone géographique												
- hors Groupe	1 035	1 560	990	1 195	805	340	400	274	35	-	6 634	
- inter-zones géographiques	41	69	47	22	15	7	26	77	22	(326)	-	
TOTAL DES ACTIFS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE	1 076	1 629	1 037	1 217	820	347	426	351	57	(326)	6 634	
											Impôts différés actifs	891
											État – Impôt sur les bénéfices	40
											Actifs de gestion de trésorerie	71
											Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 305
											Instruments dérivés	27
											TOTAL ACTIF	9 968
Passifs par zone géographique :												
- hors Groupe	497	968	1 198	340	526	179	205	174	11	-	4 098	
- inter-zones géographiques	81	72	43	45	17	21	20	21	6	(326)	-	
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE	578	1 040	1 241	385	543	200	225	195	17	(326)	4 098	
											Capitaux propres	4 307
											Impôts différés passifs	178
											Dette d'impôt courant	61
											Dettes financières et découverts bancaires	1 312
											Instruments dérivés	12
											TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	9 968

AU 31 DÉCEMBRE 2009												
<i>en millions d'euros</i>												
	Amérique du Nord	France	Royaume- Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allema- gne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué ⁽¹⁾	Élimina- tion	Total	
Actifs par zone géographique :												
- hors Groupe	931	1 493	899	1 203	242	278	372	203	38	-	5 659	
- inter-zones géographiques	37	61	29	21	10	7	24	47	10	(246)	-	
TOTAL DES ACTIFS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE	968	1 554	928	1 224	252	285	396	250	48	(246)	5 659	
											Impôts différés actifs	887
											État – Impôt sur les bénéfices	54
											Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 603
											Instruments dérivés	10
											TOTAL ACTIF	9 213
Passifs par zone géographique :												
- hors Groupe	472	931	1 087	358	163	148	167	121	6	-	3 453	
- inter-zones géographiques	54	53	30	36	13	18	20	14	8	(246)	-	
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE	526	984	1 117	394	176	166	187	135	14	(246)	3 453	
											Capitaux propres	4 213
											Impôts différés passifs	153
											Dette d'impôt courant	52
											Dettes financières et découverts bancaires	1 335
											Instruments dérivés	7
											TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	9 213

AU 31 DÉCEMBRE 2008												
<i>en millions d'euros</i>												
	Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué ⁽¹⁾	Elimination	Total	
Actifs par zone géographique :												
- hors Groupe	919	1 676	854	1 371	235	286	413	167	35	-	5 956	
- inter-zones géographiques	44	63	31	21	11	10	27	108	11	(326)	-	
TOTAL DES ACTIFS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE	963	1 739	885	1 392	246	296	440	275	46	(326)	5 956	
											Impôts différés actifs	863
											Etat – Impôt sur les bénéfices	39
											Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 868
											Instruments dérivés	3
											TOTAL ACTIF	8 729
Passifs par zone géographique :												
- hors Groupe	460	1 035	960	411	156	150	175	92	8	-	3 447	
- inter-zones géographiques	73	63	56	45	11	24	27	18	9	(326)	-	
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE	533	1 098	1 016	456	167	174	202	110	17	(326)	3 447	
											Capitaux propres	3 939
											Impôts différés passifs	138
											Dette d'impôt courant	74
											Dettes financières et découverts bancaires	1 034
											Instruments dérivés	97
											TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	8 729

Analyse des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

Au 31 décembre (<i>en millions d'euros</i>)	2008	2009	2010
Amérique du Nord	21	36	31
France	35	37	22
Royaume-Uni et Irlande	26	23	50
Benelux	40	26	13
Europe du Sud et Amérique Latine	5	8	14
Pays nordiques	8	3	14
Allemagne et Europe Centrale	16	11	15
Asie Pacifique	26	17	37
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	177	161	196

Il convient de noter que le montant des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles diffère du montant présenté en tableaux des flux de trésorerie (144 millions d'euros) du fait de l'exclusion dans ce dernier des acquisitions d'actifs détenus en location-financement (52 millions d'euros).

Information par métier

Les prestations du Groupe s'organisent autour de quatre métiers :

- le Conseil, qui a pour mission de contribuer à l'amélioration des performances des entreprises clientes grâce à une connaissance approfondie de leurs activités et de leurs processus (« Consulting Services »),
- l'Intégration de systèmes qui consiste à planifier, concevoir et développer des systèmes et des applications informatiques (« Technology Services »),
- les Services informatiques de proximité, qui exercent au sein même de l'entreprise cliente une activité d'accompagnement et de support des équipes informatiques internes (« Local Professional Services »),
- l'Infogérance, qui consiste à gérer tout ou partie de l'informatique d'une entreprise ou de ses processus métier (« Business Process Outsourcing »).

Analyse du chiffre d'affaires par métier

<i>en millions d'euros</i>	2008		2009		2010	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Conseil	695	8	558	7	511	6
Intégration de systèmes	3 396	39	3 345	40	3 610	42
Services informatiques de proximité	1 543	18	1 419	17	1 418	16
Infogérance	3 076	35	3 049	36	3 158	36
CHIFFRE D'AFFAIRES	8 710	100	8 371	100	8 697	100

Analyse de la marge opérationnelle par métier

<i>en millions d'euros</i>	2008		2009		2010	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Conseil	89	12,8	64	11,4	56	10,9
Intégration de systèmes	348	10,2	230	6,9	242	6,7
Services informatiques de proximité	198	12,9	138	9,7	131	9,2
Infogérance	167	5,4	218	7,2	225	7,1
Non alloué	(58)	-	(55)	-	(67)	-
MARGE OPÉRATIONNELLE	744	8,5	595	7,1	587	6,8

NOTE 26 – EFFECTIFS

Effectifs moyens par zone géographique

	2008		2009		2010	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	8 650	10	8 032	9	8 265	8
France	21 056	24	20 496	23	19 828	21
Royaume-Uni et Irlande	8 147	9	8 042	9	8 167	8
Benelux	10 021	12	11 795	13	10 877	11
Europe du Sud et Amérique Latine	7 479	9	7 939	9	9 863	10
Pays nordiques	4 057	5	3 894	4	3 850	4
Allemagne et Europe Centrale	6 880	8	7 649	8	7 853	8
Asie Pacifique	20 049	23	22 230	25	28 696	30
Non alloué	156	-	161	-	172	-
EFFECTIFS MOYENS	86 495	100	90 238	100	97 571	100

Effectifs de fin d'année par zone géographique

<i>Au 31 décembre</i>	2008		2009		2010	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	8 379	9	7 950	9	8 667	8
France	21 242	23	19 865	22	20 107	18
Royaume-Uni et Irlande	7 985	9	7 844	9	8 515	8
Benelux	12 291	13	11 163	12	10 782	10
Europe du Sud et Amérique Latine	7 913	9	8 114	9	14 853	14
Pays nordiques	4 049	5	3 681	4	4 012	4
Allemagne et Europe Centrale	7 534	8	7 724	9	7 928	7
Asie Pacifique	22 078	24	24 008	26	33 655	31
Non alloué	150	-	167	-	179	-
EFFECTIFS DE FIN D'ANNÉE	91 621	100	90 516	100	108 698	100

NOTE 27 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements hors-bilan liés aux activités opérationnelles du Groupe

Engagements donnés sur contrats clients

Pour un certain nombre de grands contrats, le Groupe a été amené à mettre en place des garanties de performance et/ou financières, notamment concernant les contrats signés en 2004 avec HM Revenue & Customs, Schneider Electric Industries et Euroclear, en 2005 avec Metropolitan Police et en 2009 avec Ontario Power Generation Inc., Environment Agency et Renault S.A.

Par ailleurs, certains clients bénéficient :

- de garanties financières limitées émises par le Groupe pour un montant total de 631 millions d'euros au 31 décembre 2010 (266 et 138 millions d'euros en 2009 et 2008 respectivement),
- de garanties bancaires supportées par le Groupe pour un montant global de 91 millions d'euros au 31 décembre 2010 (57 et 58 millions d'euros en 2009 et 2008 respectivement).

Engagements donnés sur locations non résiliables

en millions d'euros	Matériel informatique	Bureaux	Voitures	Autres locations non résiliables	Total
n+1	15	155	64	-	234
n+2	13	136	44	1	194
n+3	3	105	24	-	132
n+4	1	77	7	-	85
n+5	-	57	-	-	57
n+6 et années ultérieures	-	103	-	-	103
31 décembre 2010	32	633	139	1	805
31 décembre 2009	36	687	139	3	865
31 décembre 2008	13	641	153	3	810

Les charges de loyer reconnues en compte de résultat sur l'exercice 2010 s'élèvent à 267 millions d'euros (262 et 242 millions d'euros en 2009 et 2008 respectivement).

Autres engagements donnés

Les autres engagements donnés s'élèvent à 50 millions d'euros au 31 décembre 2010 (53 et 55 millions d'euros en 2009 et 2008 respectivement). Ils se composent de :

- des cautions bancaires données à l'occasion de contentieux fiscaux en France et en Espagne,
- des engagements sociaux aux Pays-Bas,
- des engagements d'achats fermes de matériel ou de services en Inde et en France.

Engagements reçus sur contrats clients

Dans le cadre d'un nouveau contrat signé en 2010, le Groupe Capgemini a reçu une garantie financière de 50 millions d'euros de la part d'un client.

Engagements hors-bilan liés au financement du Groupe

OCEANE

Au titre des OCEANE 2009 et 2005 mentionnées dans la Note 17 – Trésorerie nette, Cap Gemini S.A. s'est engagée à respecter certaines clauses habituelles, et notamment à maintenir les obligations à un rang identique à toutes les autres obligations négociables qui pourraient être émises par la Société (« pari passu »).

Crédit syndiqué conclu par Cap Gemini S.A. non utilisé à ce jour

Au titre de la ligne de crédit mentionnée dans la Note 17 – Trésorerie nette, Cap Gemini S.A. s'est engagé à respecter les ratios financiers (définis en normes IFRS) suivants :

- un ratio d'endettement net rapporté aux capitaux propres consolidés qui doit être inférieur à tout moment à 1,
- un ratio de couverture du coût de l'endettement financier (net) ajusté de certains éléments par la marge opérationnelle consolidée qui doit être supérieur ou égal à 3 au 31 décembre

et au 30 juin de chaque année (sur la base des 12 derniers mois écoulés).

Il est précisé qu'aux 31 décembre 2008, 2009 et 2010, le Groupe respectait ces ratios financiers.

La ligne de crédit comporte également des engagements qui limitent la capacité de Cap Gemini S.A. et de ses filiales à engager certaines opérations, notamment consentir des sûretés sur leurs actifs, la cession d'actifs et les fusions ou opérations assimilées. Cap Gemini S.A. s'est en outre engagée à respecter certaines clauses habituelles, notamment le maintien de la ligne de crédit au même rang que les autres dettes financières du Groupe de même nature ("pari passu").

Dettes financières garanties par des actifs

Certaines dettes financières sont garanties par des actifs inscrits dans l'état de la situation financière consolidée. Au 31 décembre 2010, ces dettes financières concernent les contrats de location financement pour un montant de 93 millions d'euros.

Passifs éventuels

Au cours de l'exercice et des exercices précédents, des sociétés du Groupe ont fait l'objet de contrôles fiscaux et parfois de redressements fiscaux. Certains redressements ont été contestés et des procédures contentieuses sont encore en cours à la clôture de l'exercice. Pour l'essentiel, ces contentieux n'ont pas fait l'objet de provisions dans les comptes consolidés.

NOTE 28 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Entreprises associées

Il s'agit des entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Au 31 décembre 2010, le Groupe ne consolide plus aucune société selon cette méthode, suite au rachat des 51,17 % additionnels en 2010 des titres de la société SSS Holdings Corporation Ltd. (cf. Note 2 – Evolution du périmètre). Les transactions effectuées avec ces entreprises associées au cours des exercices 2009 et 2008 ont été réalisées sur une base de prix de marché et leur volume n'est pas significatif.

Autres parties liées

Au cours de l'exercice 2010, aucune opération significative n'a été réalisée avec :

- des actionnaires détenant un droit de vote significatif dans le capital de Cap Gemini S.A.,
- des membres des organes de direction y compris les administrateurs et les censeurs,

- des entités sur lesquelles un des principaux dirigeants exerce le contrôle, un contrôle conjoint, une influence notable ou détient un droit de vote significatif.

Par ailleurs, depuis l'acquisition de CPM Braxis à hauteur de 56,06 % le 6 octobre 2010, il est à noter que Bradesco SA, actionnaire minoritaire à hauteur de 25,3 % est également le premier client de CPM Braxis et représente en 2010 33 % de son chiffre d'affaires.

Rémunération des membres de la direction générale

Le tableau ci-dessous donne le détail des rémunérations dues au titre de l'année 2010 aux membres de la direction générale du Groupe présents à la clôture de chaque exercice, soit 21 personnes en 2010, contre 29 personnes en 2009, et au Président du Conseil d'Administration, ainsi que les jetons de présence versés aux Administrateurs et Censeurs non salariés.

en milliers d'euros	2008	2009	2010
Avantages à court terme hors charges patronales ⁽¹⁾	21 493	21 422	18 306
Dont jetons de présence des administrateurs salariés ⁽²⁾	118	-	-
Dont jetons de présence des administrateurs et censeurs non salariés ⁽³⁾	576	534	699
Avantages à court terme : charges patronales	3 771	4 133	3 300
Avantages postérieurs à l'emploi ⁽⁴⁾	756	909	674
Rémunération en actions ⁽⁵⁾	1 210	1 741	2 183

(1) Inclut les salaires bruts, rémunérations, primes, intéressement, jetons de présence et avantages en nature.

(2) Pour rappel, les administrateurs salariés (Serge Kampf et Paul Hermelin) ont abandonné en 2009 et 2010 leurs jetons de présence.

(3) 12 en 2008, 14 en 2009 et 13 en 2010.

(4) Ce montant comprend principalement des indemnités conventionnelles de départ en retraite.

(5) Ce montant correspond à la charge annuelle liée aux attributions d'options de souscription d'actions ainsi qu'aux attributions d'actions de performance.

NOTE 29 – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le 1^{er} janvier 2011, le Groupe Capgemini a cédé sa participation dans sa filiale tchèque Capgemini Sophia TS S.r.o. détenue à 70 %.

Comme indiqué dans la Note 17 – Trésorerie nette, le 13 janvier 2011, Cap Gemini S.A. a procédé au refinancement de sa ligne de crédit multidevises de 500 millions d'euros conclue le 14 novembre 2005 et remboursable le 14 novembre 2011. La nouvelle ligne de crédit, dont le montant reste inchangé, est remboursable au plus tard le 13 janvier 2016.

Le 4 février 2011, le Groupe Capgemini a conclu l'acquisition du fournisseur de services informatiques allemand CS Consulting GmbH auprès du fonds d'investissement LRPC.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de verser aux actionnaires de Cap Gemini S.A., au titre de l'exercice 2010, un dividende de 1 euro par action, contre 0,80 euro par action en 2009 et 1 euro par action en 2008.

NOTE 30 – LISTE PAR PAYS DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

IG = Intégration globale
 ME = Mise en équivalence
 IP= Intégration proportionnelle

Pays	Sociétés Consolidées au 31 décembre 2010	Pourcentage d'intérêt	Méthode d'intégration
ALLEMAGNE	Capgemini Deutschland GmbH	100,00 %	IG
	Capgemini Deutschland Holding GmbH	100,00 %	IG
	Capgemini Outsourcing Services GmbH	100,00 %	IG
	Capgemini SD&M AG	100,00 %	IG
	Sogeti Deutschland GmbH	100,00 %	IG
	Cap Gemini Telecom Media & Networks Deutschland GmbH	100,00 %	IG
	Sogeti High Tech GmbH	100,00 %	IG
	IBX Deutschland GmbH	100,00 %	IG
	Portum AG	100,00 %	IG
	CPM Braxis Deutschland GmbH	56,06 %	IG
ARGENTINE	Capgemini Argentina SA	100,00 %	IG
AUSTRALIE	Capgemini Australia Pty Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Business Services Australia Pty Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services Australia Pty Ltd.	100,00 %	IG
AUTRICHE	Capgemini Consulting Österreich AG	100,00 %	IG
BELGIQUE	Capgemini Belgium N.V./S.A.	100,00 %	IG
	Sogeti Belgium S.A.	100,00 %	IG
BRÉSIL	Capgemini do Brasil, Serviços de Consultoria e Informática Ltda.	100,00 %	IG
	Capgemini Business Services Brasil – Assessoria Empresarial Ltda.	100,00 %	IG
	Consultoria de Gestao Gemini Ltda.	100,00 %	IG
	CPM Braxis S.A.	56,06 %	IG
	CPM Braxis ERP Tecnologia da Informação Ltda.	56,06 %	IG
	CPM Braxis Outsourcing S.A.	56,06 %	IG
	CPM Braxis BI Tecnologia da Informação S.A.	56,06 %	IG
CPM Braxis BPO Ltda.	56,06 %	IG	
CANADA	Capgemini Canada Inc.	100,00 %	IG
	Inergi LP	100,00 %	IG
	New Horizons System Solutions LP	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services Canada Inc.	100,00 %	IG
CHILI	Capgemini Business Services Chile Ltda.	100,00 %	IG
CHINE	Capgemini (China) Co. Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Hong Kong Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Business Services (China) Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Business Services (Asia) Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services HK Ltd.	100,00 %	IG
	Strategic Systems Solutions Hangzhou (China) Ltd.	100,00 %	IG
DANEMARK	Capgemini Danmark AS	100,00 %	IG
	Sogeti Danmark AS	100,00 %	IG
	IBX Danmark AS	100,00 %	IG
ÉMIRATS ARABES UNIS	Capgemini Middle East FZ LLC	100,00 %	IG
	Thesys Technologies Middle East FZE	100,00 %	IG
	Thesys Technologies LLC	49,00 %	IP
ESPAGNE	Capgemini España, S.L.	100,00 %	IG
	Sogeti España, S.L.	100,00 %	IG

IG = Intégration globale
 ME = Mise en équivalence
 IP= Intégration proportionnelle

Pays	Sociétés Consolidées au 31 décembre 2010	Pourcentage d'intérêt	Méthode d'intégration
ÉTATS-UNIS	Capgemini America Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Applications Services LLC	100,00 %	IG
	Capgemini US LLC	100,00 %	IG
	Capgemini North America Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Technologies LLC	100,00 %	IG
	Capgemini Government Solutions LLC	100,00 %	IG
	Sogeti USA LLC	100,00 %	IG
	Capgemini Energy LP	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services International Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services USA Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services Europe Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services Japan Inc.	100,00 %	IG
	Strategic Systems Solutions (US) Inc.	100,00 %	IG
	IBX North America Inc.	100,00 %	IG
CPM Braxis USA Corp.	56,06 %	IG	
FINLANDE	Capgemini Finland Oy	100,00 %	IG
	Sogeti Finland Oy	100,00 %	IG
	IBX Finland Oy	100,00 %	IG
FRANCE	Cap Gemini S.A.	Société mère	IG
	Capgemini France S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Gouvieux S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Service S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Université S.A.S.	100,00 %	IG
	Immobilière Les Fontaines S.A.R.L.	100,00 %	IG
	SCI Paris Etoile	100,00 %	IG
	Capgemini Consulting S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Finance et Services S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Industrie et Distribution S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Est S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Ouest S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Sud S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Outsourcing Services S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini OS Electric S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Telecom Media Défense S.A.S.	100,00 %	IG
	Plaisir Informatique S.A.R.L.	100,00 %	IG
	Cap Sogeti 2005 S.A.S.	100,00 %	IG
	IBX France S.A.R.L.	100,00 %	IG
	Sogeti S.A.S.	100,00 %	IG
	Sogeti IDF S.A.S.	100,00 %	IG
Sogeti Régions S.A.S.	100,00 %	IG	
Sogeti Services S.A.S.	100,00 %	IG	
Sogeti High Tech S.A.S.	100,00 %	IG	
GUATEMALA	Capgemini Business Services Guatemala S.A.	100,00 %	IG
HONGRIE	Capgemini Magyarország Kft	100,00 %	IG
INDE	Capgemini Business Services (India) Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini India Private Ltd.	100,00 %	IG
	Thesys Technologies Private Ltd.	100,00 %	IG
IRLANDE	Sogeti Ireland Ltd.	100,00 %	IG

IG = Intégration globale
 ME = Mise en équivalence
 IP= Intégration proportionnelle

Pays	Sociétés Consolidées au 31 décembre 2010	Pourcentage d'intérêt	Méthode d'intégration
ITALIE	Capgemini Italia S.p.A.	100,00 %	IG
LUXEMBOURG	Sogeti Luxembourg S.A.	100,00 %	IG
	Sogeti PSF S.A.	100,00 %	IG
	Capgemini Reinsurance Company S.A.	100,00 %	IG
MAROC	Capgemini Technology Services Maroc S.A.	100,00 %	IG
MEXIQUE	Capgemini Mexico S. de R.L. de C.V.	100,00 %	IG
NORVÈGE	Capgemini Norge AS	100,00 %	IG
	Sogeti Norge AS	100,00 %	IG
	IBX Norge AS	100,00 %	IG
PAYS-BAS	Capgemini Outsourcing B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Interim Management B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Nederland B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Educational Services B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini N.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Datacenter Amsterdam B.V.	100,00 %	IG
	Sogeti Nederland B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Retail Solutions B.V.	100,00 %	IG
Independent Interim v.o.f	50,00 %	IP	
PHILIPPINES	Strategic Back Office Solutions (Philippines) Ltd.	100,00 %	IG
POLOGNE	Capgemini Polska Sp z o.o.	100,00 %	IG
PORTUGAL	Capgemini Portugal, Serviços de Consultoria e Informatica S.A.	100,00 %	IG
RÉP. TCHEQUE	Capgemini Czech Republic S.r.o.	100,00 %	IG
	Capgemini Sophia TS S.r.o.	70,00 %	IG
ROUMANIE	Capgemini Services Romania s.r.l.	100,00 %	IG
	IBX Software Development s.r.l.	100,00 %	IG
ROYAUME-UNI	Capgemini UK Plc.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services UK Ltd.	100,00 %	IG
	Strategic Systems Solutions Ltd.	100,00 %	IG
	Sogeti UK Ltd.	100,00 %	IG
	IBX UK Ltd.	100,00 %	IG
	Thesys Technologies Ltd.	100,00 %	IG
SINGAPOUR	Strategic Systems Solutions Pte Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Singapore Pte Ltd.	100,00 %	IG
	Thesys Technologies Singapore Pte Ltd.	100,00 %	IG
SLOVAQUIE	Capgemini Slovensko, S.r.o.	100,00 %	IG
SUÈDE	Capgemini AB	100,00 %	IG
	Capgemini Sverige AB	100,00 %	IG
	Sogeti Sverige AB	100,00 %	IG
	IBX Group AB	100,00 %	IG
	Skvader Systems AB	100,00 %	IG
SUISSE	Capgemini Suisse S.A.	100,00 %	IG
	Capgemini SD&M Schweiz AG	100,00 %	IG
	Sogeti Suisse S.A.	100,00 %	IG
VIETNAM	IACP Asia	100,00 %	IG